



**SPARC**

Soutenir le Pastoralisme et  
l'Agriculture durant les Crises  
Récurrentes et Prolongées

Mai 2021

# EVALUATION RAPIDE DE L'IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Y compris du Hajj restreint de 2020 sur les exportations  
de bétail de Somalie et des pays voisins, et les implications  
pour la programmation du FCDO en Somalie



Ce rapport a été financé par le gouvernement du Royaume Uni ; cependant, les opinions exprimées ne représentent pas nécessairement la politique officielle du gouvernement du Royaume Uni.

**Citation recommandée** : SPARC (2020) Rapport technique : évaluation rapide de l'impact du Hajj restreint de 2020 sur les exportations de bétail de Somalie et des pays voisins, et les implications pour la programmation du FCDO en Somalie.

Les personnes suivantes ont contribué à l'écriture du rapport (par ordre alphabétique) : Adrian Cullis (ODI), Alex Humphrey (Mercy Corps), Carmen Jaquez (Mercy Corps), Chloe Stull Lane (Mercy Corps), Colette Benoudji (ODI), Fiona Flintan (ILRI), Hussein Sulieman I (Université de Al Qadarif), Mary Allen (ODI), Mohamed Abdilatif Haji (Mercy Corps), Mohamed Yussuf (Mercy Corps), Rupsha Banerjee (ILRI), Simon Levine (ODI), Steve Wiggins (ODI), et Yue Cao (ODI).

SPARC reconnaît et apprécie les contributions des chercheurs sur le terrain, des pastoralistes et des informateurs clé qui ont été consultés et qui ont donné leur temps pendant cette évaluation.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Principaux constats et recommandations</b>	5
<b>Section 1: Contexte</b>	9
La Somalie et le pastoralisme	10
Historique des marchés de bétail et du commerce depuis et à travers la Somalie	13
Risques pour le commerce d'exportation du bétail	15
Cette étude	17
<b>Section 2: Le commerce des exportations de bétail et les chocs économiques</b>	18
La chaîne commerciale pour le bétail du Hajj sacrificiel en temps « normal »	19
Les chocs historiques ayant eu un impact sur les exportations de bétail	23
Les impacts du Hajj restreint de 2020	26
Conclusions : Les impacts du Hajj restreint de 2020 sur les moyens d'existence des différents groupes	29
<b>Section 3: Enseignements tirés d'autres expériences ailleurs</b>	31
Enseignements tirés de la fermeture des frontières entre le Tchad et la RCA, 2014	32
Enseignements tirés de la perturbation de la commercialisation du bétail au Soudan depuis 2000	38
<b>Section 4: Conclusions et recommandations</b>	47
Conclusions	48
Recommandations	49
<b>Section 5: Sujets émergeant pour de futures recherches</b>	52
<b>Références bibliographiques</b>	55
<b>Notes de fin de document</b>	58

## Liste des figures et tableaux

### Figures

1 : Exportations d'animaux vivants depuis les ports de Somalie	6
2 : Les principaux corridors commerciaux pour l'exportation d'animaux vivants	10
3 : Les chaînes d'approvisionnement en bétail	25

### Tableaux

1 : Perceptions des pastoralistes, exportateurs et commerçants sur les chocs précédents des marchés et des crises de sécheresse	12
2 : Perception des exportateurs, des commerçants et des pastoralistes sur les restrictions du Hajj 2020	13
3 : Importance des ventes du Hajj pour les pastoralistes et les agro-pastoralistes questionnés	14
4 : Sources de revenus des intermédiaires, des commerçants et des exportateurs au Somaliland	15

## Liste des acronymes et abréviations

<b>CAE</b>	Communauté d'Afrique de l'Est
<b>CEA</b>	Commission Economique pour l'Afrique
<b>CEMAC</b>	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
<b>CIRAD</b>	Centre de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable
<b>CDEAO</b>	Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest
<b>DFID</b>	Department for International Development du Royaume Uni
<b>EIC</b>	Entretiens avec des informateurs clé
<b>ENSO</b>	El Niño - Oscillation australe
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FCDO</b>	Foreign, Commonwealth & Development Office du Royaume Uni
<b>FEWS NET</b>	Réseau de système d'alerte précoce contre la famine
<b>FVR</b>	Fièvre de la vallée du Rift
<b>GD</b>	Groupes de discussion
<b>GFS</b>	Gouvernement Fédéral de Somalie
<b>GITOC</b>	Initiative mondiale contre la criminalité organisée transformationnelle
<b>ICPALD I</b>	Centre de l'IGAD pour les zones pastorales et le développement de l'élevage
<b>IDVN</b>	Indice de végétation par différence normalisée
<b>IGAD</b>	Autorité intergouvernementale pour le développement
<b>OIE</b>	Office international des épizooties
<b>OIM</b>	Organisation internationale pour les migrations
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>PDI</b>	Personne déplacée interne
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>RAS</b>	Arabie Saoudite
<b>RCA</b>	République centrafricaine
<b>RFI</b>	Radio France Internationale
<b>SPARC</b>	Soutenir le Pastoralisme et l'Agriculture dans les crises récurrentes et prolongées
<b>ZCIT</b>	Zone de convergence intertropicale

# PRINCIPAUX CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

## Contexte

Vers la fin de l'année 2020, le territoire somalien est face à de multiples dangers : inondations, le pire fléau de criquets en 70 ans, et les impacts associés de la pandémie de Covid-19 sur la santé et l'économie. Les effets économiques de la pandémie comprennent la perte d'opportunités d'exporter du bétail et une réduction prévue de 20% des flux globaux de transferts de fonds, alors que partout dans le monde il y a des pertes d'emplois. En prenant en compte l'impact cumulé de ces différents dangers, les prévisions de FEWS NET indiquent que près d'un million d'enfants de moins de cinq ans en Somalie risquent de souffrir de malnutrition aiguë sévère d'ici décembre 2020. Les prévisions à plus long terme suggèrent qu'au moins 850.000 enfants de moins de cinq ans souffriront de malnutrition aiguë sévère d'ici août 2021.

En 2017, la totalité du bétail en Somalie était estimé à 50 millions, y compris les ovins, les caprins, les chameaux et les bovins. Les exportations d'animaux vivants de Somalie vers le Moyen-Orient ont prospéré depuis le boom pétrolier des années 60. Par ordre d'importance, les principaux marchés nationaux sont le Royaume d'Arabie saoudite (RAS), le Yémen, Oman, et les Emirats arabes unis (EAU). Depuis les années 90, les exportations d'animaux vivants depuis le territoire somalien ont augmenté pour devenir le plus grand commerce d'exportation d'animaux vivants « sur pied » au monde, avec des millions d'animaux transportés par trekking chaque année à partir de petits marchés locaux éloignés à travers le territoire somalien jusqu'aux marchés terminaux et d'exportation et ensuite jusqu'au Moyen Orient.

Le commerce somalien du bétail est pour la plupart non réglementé, et son succès dépend complètement des systèmes informels, y compris des financements. Le commerce d'exportation d'animaux vivants somalien vers l'Arabie saoudite alimente deux chaînes de valeur séparées : 52% environ sont pour le commerce « sacrificiel », et les 48% restant pour les échanges « commerciaux » qui durent toute l'année. Le commerce sacrificiel a augmenté de manière significative, avec l'augmentation des pèlerins étrangers passant de 1,3 millions en 2000 à 1,86 millions en 2019 et une augmentation du nombre total de pèlerins dans la même période de 1,7 millions à 2,5 millions. En 2019, l'Arabie saoudite a importé plus de 3 millions d'ovins, de caprins, de bovins et de chameaux juste pour la saison du Hajj.

Afin d'éviter la propagation accrue de la Covid-19, les cérémonies et les rassemblements religieux ont été soit annulés, ou alors réduits considérablement en taille. En juin 2020, l'Arabie saoudite a pris la décision de réduire le nombre de pèlerins du Hajj 2020 de 2,5 millions de voyageurs prévus vers la Mecque et Médine en juillet 2020, à seulement 10 000 résidents et moins de 1000 ressortissants étrangers. Ils ont décidé qu'il n'était désormais plus nécessaire d'importer presque 3 millions d'animaux vivants pour nourrir les pèlerins et pour les exigences cérémonielles.

Cette étude est financée par le Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO) du Royaume Uni et commissionnée par le FCDO-Somalie. Son objectif est d'évaluer l'impact du Hajj restreint de 2020 sur les exportations de bétail à travers et depuis la Somalie, et d'informer le planning stratégique futur du FCDO et le programme humanitaire et de renforcement de la résilience en Somalie. L'étude utilise deux approches : la recherche portant sur la chaîne de valeur du bétail somalien elle-même, y compris sur les crises antérieures ; et deux études de cas d'exportations de bétail bloquées à partir du Soudan et du Mali/Tchad. L'étude est une évaluation rapide de la situation, avec des entretiens et groupes de discussions avec un nombre limité de participants. Malgré cela, nous pensons que cette étude constitue une bonne représentation de la situation.

## Impacts du Hajj restreint de 2020 sur les moyens d'existence de différents groupes

Les prévisions d'ONG locales et d'autres organismes ont suggéré que l'impact du Hajj réduit de 2020, qui a entraîné l'annulation d'exportations de bétail, serait considérable. Cependant, il semblerait, du moins lors de cette étude à la mi-2020, que les pires peurs n'ont pas été réalisées – avec des impacts étalés sur différents acteurs et les prix du bétail demeurant relativement stable.

Pour les pastoralistes, souvent considérés comme étant les plus vulnérables, l'impact a été atténué par plusieurs éléments. Alors que le nombre cumulatif du bétail normalement exporté pour le Hajj est élevé, la plupart des foyers fournissent seulement un petit nombre de bêtes de leur troupeau pour cet événement particulier. En effet, il est possible que certains foyers pauvres aient bénéficié de la situation, puisque beaucoup de pèlerins potentiels sont restés chez eux et ont partagé l'aumône avec les pauvres. Les agences de coopération ont également acheté des animaux pour les distribuer en soutien aux marchés locaux pendant l'Eid, actions qui auraient pu augmenter les prix de vente localement. Egalement, et de manière très importante, l'impact négatif anticipé de l'augmentation du nombre de bétail (non-exporté) dans les terres de parcours a été atténué par des pluies de printemps au-dessus de la normale, ce qui a permis suffisamment de pâturages et d'eau pour la production laitière. Par conséquent, il y a eu suffisamment d'aliments alternatifs et les coûts financiers ont été absorbés dans la plupart des cas. De plus, les pastoralistes ont pu vendre des animaux sur le marché intérieur à des prix normaux et dans certaines régions dans le commerce d'exportation alternatif et informel. Les agro-pastoralistes ont pu augmenter leur revenu en vendant des légumes et des cultures.

D'un autre côté, les intermédiaires, les commerçants et les exportateurs, en particulier ceux qui gèrent de petites entreprises, ont été affectés plus sévèrement. Ils rapportent que les ventes du Hajj représentent environ 50% de leur revenu annuel, et que la perte de ventes en 2020 a entraîné une perte des trois-quarts de leur revenu saisonnier.

## Recommandations

### Programmation à court terme

- **Ne pas nuire** – avec la longue expérience de l'adaptation et de la résilience, une pluviométrie au-dessus de la normale et des marchés alternatifs qui fonctionnent, les

pastoralistes et les commerçants s'adaptent au Hajj restreint de 2020. Alors qu'il est possible que les partenaires dans le développement et l'humanitaire puissent donner de l'aide supplémentaire pour aider les pastoralistes et les commerçants à s'adapter, nous recommandons fortement que les marchés de bétail soient autorisés à se remettre et à se développer sans intervention extérieure qui pourrait faire plus de mal que de bien.

- **L'alerte à La Niña** – il sera important de surveiller les changements à court – et moyen – terme de la production dans les terres de parcours et leur productivité. Les cheptels de taille plus grande que la normale, du fait des pertes dues au marché du Hajj, peuvent entraîner une augmentation des pressions sur les ressources pâturages-eau. Avec un risque de La Niña sévère et une sécheresse en début 2021, il serait utile de développer un plan d'action anticipant La Niña. Une surveillance locale des conditions des parcours et des changements peuvent en faire partie.
- **Surveiller les échanges bétail-céréales** – il sera aussi important de surveiller les prix du bétail et les taux d'échanges céréales-bétail qui sont centraux pour la sécurité alimentaire dans les zones pastorales. Ces prix et ces échanges servent d'indicateurs d'alerte précoce pour les sécheresses à venir et les autres crises. En cas de détérioration importante, les gouvernements et les partenaires internationaux pourraient devoir aider le secteur privé pour accélérer les importations afin de restaurer le pouvoir d'achat des ménages locaux.
- **Surveiller les besoins en fonds de roulement des femmes et des jeunes** – les petits commerçants et les travailleurs auxiliaires dans les zones du nord les plus affectées trouvent difficile de maintenir leur commerce ou de trouver de nouvelles formes d'emploi. Les femmes commerçantes peuvent avoir des exigences plus importantes que les hommes pour répondre aux besoins de leur famille. En fonction de la trajectoire de reprise au moyen terme, et de l'accès aux envois de fonds et aux filets de sécurité sociaux, des pratiques de prêts adaptées pourraient aider à soutenir les femmes et les jeunes.
- **Stimuler l'économie pour augmenter le pouvoir d'achat des populations urbaines** – les villes croissantes (petites et grandes) de Somalie, du Kenya et d'Ethiopie sont d'importantes consommatrices de produits issus du bétail des pastoralistes, en plus des marchés du Moyen Orient. Alors que les économies continuent d'être affectées par la Covid-19 et que ces consommateurs urbains perdent du revenu, des transferts de fonds liquides pourraient augmenter les dépenses dans les zones urbaines.
- **Investir dans des recherches futures** – pour soutenir le renforcement de la résilience des communautés, il serait possible d'incorporer dans l'implémentation de SPARC plus de recherche détaillée sur :
  - Les dynamiques sociales et communautaires des pastoralistes, y compris le genre et la mise en réseau
  - Le régime foncier, la gouvernance et l'accès à la terre et aux ressources naturelles
  - Les statuts et les rôles des groupes locaux et des institutions coutumières, y compris pendant des conflits
  - L'économie politique et les dynamiques du commerce du bétail.

## Programmation au moyen terme

- **Renforcer les systèmes de santé pour les animaux** – des efforts devraient continuer afin d'assurer que les producteurs de bétail et les commerçants aient accès aux vaccinations animales et services de santé pour les animaux qui soient réguliers et effectifs, en particulier pour réduire les risques d'interdiction des futures exportations. Une approche intégrée « One Health »<sup>1</sup> (Une Santé) est recommandée pour combiner la santé animale, humaine et environnementale.
- **Renforcer les institutions locales** – des études de cas au Tchad, République Centre Africaine (RCA) et Somalie soulignent toutes l'importance des institutions coutumières pour gérer les ressources naturelles et les conflits, et les tensions locales. Cependant, dans beaucoup de cas, ces institutions ont été affaiblies, si elles ne se sont pas complètement effondrées. Il est important d'investir dans des institutions communautaires fortes pour résoudre les problèmes localement et sans escalade.
- **Les droits fonciers et l'utilisation des terres** – la sécurité foncière, une bonne planification terre-utilisation et plus d'investissements dans la gestion des terres de parcours sont tous essentiels pour un pastoralisme productif et durable. Soutenir la sécurité foncière encouragerait probablement l'investissement dans l'amélioration de la gestion des grands pâturages.

## Programmation à long terme et développement des investissements

- **Développer le secteur du bétail** – nous recommandons de soutenir le gouvernement somalien, en travaillant avec le secteur privé, les universités et les institutions coutumières, afin de rendre opérationnelle la Stratégie de Développement du Secteur du Bétail en Somalie, en particulier développer la gestion des parcours, la santé animale et les services de quarantaine, la capacité institutionnelle et la recherche pour renforcer le secteur du bétail, y compris pendant les sécheresses et à travers les chocs du marché.



Ethiopie. Photo : Michael Swan

SECTION 1  
**CONTEXTE**



# LA SOMALIE ET LE PASTORALISME

La Somalie fait partie d'une vaste zone de terres de parcours hyper arides, arides et semi-arides s'étendant à travers le nord-est du Kenya, le sud-est de l'Éthiopie, Djibouti et la Somalie (le Somaliland, le Puntland et le sud-ouest de la Somalie). Cette zone est connue comme étant le territoire somalien. On trouve des parcours plus petits qui ont une pluviométrie plus élevée, ce qui entraîne la présence de terres de parcours semi-humides sur les hauteurs du Somaliland et dans les zones riveraines de Juba-Shebelle au sud-ouest. Cependant, celles-ci ne représentent qu'environ 5% seulement du total de la masse totale des terres somaliennes<sup>2</sup>.

Le régime des précipitations à travers le territoire est bimodal, y compris la saison principale du Gu (fin mars-juillet) et la saison plus courte du Dayr (octobre-début décembre). Celles-ci sont séparées par deux saisons sèches, la plus courte Hagaa (juillet-septembre) et la plus longue et dure Jilal (janvier-mars). La pluviométrie annuelle varie entre 400 mm et 600 mm dans les zones du sud jusqu'à moins de 200 mm dans les terres de parcours du centre qui sont plus arides. Les oscillations des saisons des pluies aux saisons sèches sont dues à la Zone de Convergence Inter Tropicale (ZCIT) et les fronts associées (Faruk et Bearak, 2020). Les systèmes météorologiques régionaux sont aussi dus à El Niño - Oscillation australe (ENSO) qui se présente en trois phases : El Niño, La Niña et neutre (L'Heureux, 2014). Typiquement, les épisodes d'El Niño sont associés aux années dont la pluviométrie est au-dessus de la normale avec des inondations à travers la Somalie, alors que les événements de la Niña<sup>3</sup> sont associés à une pluviométrie en-dessous de la normale et une sécheresse. Les années neutres sont liées à une pluviométrie plus normale et des régimes de précipitations qui sont eux-mêmes en train de changer et de se modifier à cause du changement climatique, qui est à l'origine d'un plus grand nombre d'événements et de phénomènes météorologiques extrêmes.

Le territoire somalien est le pays de la communauté somalienne qui est la plus homogène culturellement en Afrique. La population nationale de la Somalie est estimée à environ 15,5 millions de personnes et comprend 42% de résidents urbains, 9% de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDI), la plupart en milieu urbain, avec les 49% restant dans les zones rurales – 26% de pastoralistes et d'agro-pastoralistes et 23% d'agriculteurs. Les agro-pastoralistes et les agriculteurs habitent généralement dans des villages et des petits campements, alors que les pastoralistes habitent dans les terres de parcours les plus arides et continuent à être mobiles, bien que les niveaux de mobilité soient en train d'évoluer dans le temps (Gouvernement Fédéral de Somalie (GFS), 2017).

La vie et les moyens d'existence des agro-pastoralistes et des pastoralistes tournent autour de troupeaux de bétail mixtes – chameaux, bovins, ovins, caprins et ânes, avec un mélange particulier d'animaux en fonction de la qualité des terres de parcours. Les bovins et les ovins sont des ruminants, et ont besoin d'accéder à des prairies, alors que les chameaux et les caprins sont des brouteurs et peuvent survivre dans des parcours plus rudes et plus secs. En contraste, la vie et les moyens d'existence des agriculteurs sédentaires sont dépendants des pluies saisonnières ou de l'irrigation. En conséquence des dommages causés par la guerre civile, cependant, seulement 10% des terres somaliennes les plus fertiles sont actuellement cultivées sous irrigation<sup>4</sup>. Du fait de ces dommages, et des limitations plus larges sur le plan

agroécologique, la Somalie satisfait moins de la moitié de ses besoins en céréale et la nation dépend d'importations alimentaires (GFS, 2017). Les pénuries alimentaires sont exacerbées par des débuts retardés des pluies saisonnières (en particulier quand le Jilal dur se prolonge), la sécheresse et autres crises affectant la production primaire (Faruk and Bearak, 2020). Nous avons déjà mentionné les impacts des différentes phases d'ENSO et les évolutions du changement climatique entraînant des événements météorologiques plus extrêmes.

Des études menées en Somalie par la Banque Mondiale entre 2015 et 2018 suggèrent que 70% de tous les foyers vivent en dessous du seuil international de pauvreté de 2011 de 1,9 dollars/jour. Parmi ceux-ci, 60% vivent dans les zones urbaines, 30% vivent dans des camps de PDI, et le restant dans des zones rurales (Banque Mondiale, 2016; GFS, 2020). D'autres études pointent une disparité régionale importante de la richesse, avec des foyers dans les zones du nord du Puntland et du Somaliland jouissant de revenus plus élevés que ceux des foyers du sud-ouest de la Somalie (PNUD et Banque Mondiale, 2003). Cette bifurcation nord-sud reflète les différences politiques qui se jouent en termes d'emploi, de moyens d'existence, de croissance économique, de leurs ressources naturelles propres et des flux de transferts d'argent de la diaspora somalienne (GFS, 2017). Par exemple, en 2018, les transferts étaient estimés à 1,4 milliards de dollars ou autour de 25% du produit intérieur brut (PIB) (GFS, 2020).

Historiquement, les agro-pastoralistes les plus pauvres et les pastoralistes affectés par la sécheresse, la maladie du bétail ou le conflit et avec peu ou plus de troupeau cherchent des stratégies alternatives de moyens d'existence, en exploitant les ressources des parcours locaux (encens, matériel de construction, bois de chauffe et charbon de bois) ou en bougeant vers les zones d'agriculture sédentaire à la recherche d'un emploi et d'opportunités agricoles. Aujourd'hui, les foyers ruraux les plus pauvres migrent vers les centres de marchés et les villes à la recherche d'un emploi et d'opportunités dans de petits commerces, ou alors, ils partent à l'étranger<sup>5</sup>. Cependant, en dépit d'une urbanisation rapide, l'élevage et les emplois connexes dans le secteur du bétail continuent de jouer un rôle central dans les vies et les moyens d'existence pour trois foyers sur quatre au niveau national, alors que les ventes de bétail représentent entre 50% et 80% du revenu des foyers les plus pauvres (Khalif, 2020). Pour ces mêmes foyers les plus pauvres, plus de la moitié de leurs revenus sont dépensés dans l'achat de céréales et autres commodités de base qu'ils ne peuvent produire eux-mêmes. Au niveau national, le secteur du bétail continue d'employer plus de la moitié de la force de travail somalienne (Gouvernement National de Somalie, 2017).

Habitant des terres de parcours parmi les plus rudes d'Afrique sub-saharienne, les pastoralistes somaliens ont développé des réponses sophistiquées pour faire face à l'aridité et aux changements associés pour la productivité des parcours, le profil des maladies, et les conflits et rivalités au niveau local. Elles comprennent la mobilité - le mouvement du cheptel des aires de pâturages de la saison des pluies vers celles de la saison sèche ; la diversification des troupeaux - mélanger les espèces animales des troupeaux en incluant des ruminants (des moutons somaliens à tête noire et des bovins somaliens) et des brouteurs (chèvres somaliennes Galla et chameaux somaliens) qui utilisent différentes ressources des pâturages ; et à certains moments la séparation des troupeaux - avec le bétail conduit par trekking vers des aires mieux adaptées à leurs besoins de ruminants, alors que les caprins et les chameaux sont emmenés dans des zones de broutage qui leur sont favorables. Typiquement, aussi, lorsqu'une sécheresse menace, les pastoralistes se débarrassent des animaux les plus faibles et les plus vieux dans les marchés locaux et peuvent même faire avorter les femelles porteuses et abattre de jeunes animaux pour éviter leur exigences de grossesse et d'allaitement durant les périodes de pénurie d'aliments pour bétail.

Traditionnellement, les terres de parcours sont gérées par la propriété communale de clans avec des usufruits assignés par foyer ou des droits d'utilisation alloués pour la culture saisonnière des céréales, via la loi coutumière somalienne Xeer qui continue de détenir une légitimité locale significative (Essays UK, 2018). Cependant, la loi foncière somalienne de 1975, la guerre civile et les déplacements associés et les conflits inter-clans qui ont suivi ont affaibli la gestion coutumière des parcours dans beaucoup de régions. Par conséquent, un nombre croissant de foyers de pastoralistes qui étaient auparavant mobiles ont des terrains clos pour l'agriculture pluviale, le pâturage des animaux en phase de lactation et pour le pâturage en saison sèche ou période de sécheresse (Essays UK, 2018). Le résultat de cette fragmentation, avec l'augmentation du nombre et de la taille des implantations permanentes et les pâturages associés des petits troupeaux et cheptels tout au long de l'année, fait que la plupart des pastoralistes sont moins mobiles aujourd'hui qu'ils ne l'étaient dans les années 90. Alors qu'ils sont généralement moins mobiles, les pastoralistes les plus riches continuent de bouger leur bétail de manière saisonnière, avec les gardiens de troupeaux de chameaux généralement les plus mobiles et sur de longues distances, y compris à travers les frontières internationales, à la recherche d'une meilleure saisonnalité des parcours. En contraste, les pastoralistes plus pauvres sont largement dépendants de petits ruminants et typiquement moins mobiles, et beaucoup d'entre eux établissent des exploitations familiales semi-permanentes (Leonard, 2007).

Des sécheresses spécifiques localement surviennent tous les deux ou trois ans dans une variété de locations à travers la zone. Typiquement, leur impact est limité. Les sécheresses plus sérieuses ou « pastorales », résultant de deux ou trois précipitations consécutives insuffisantes ou inexistantes, se produisent en moyenne tous les huit ou dix ans, généralement entraînées par des épisodes graves de la Niña (Leonard, 2007). Plusieurs sécheresses pastorales graves dans différents endroits du territoire somalien ont été enregistrées en 1964, 1973/74, 1988/89, 1999/2001, 2008, 2010/11<sup>6</sup>, et plus récemment en 2016/17. Chacune de ces sécheresses a entraîné une mortalité significative du bétail, une pénurie alimentaire sévère, et le déplacement d'un grand nombre de personnes à la recherche d'aide alimentaire. Par exemple, la sécheresse de 2016/17 a réduit la production laitière de plus de la moitié pour les chameaux et jusqu'à deux-tiers pour les caprins et les bovins (Fava et al, d.inc.). La gravité de la sécheresse varie typiquement d'une région à l'autre, comme démontré par la sécheresse de 2011 pendant laquelle plus d'un quart de millions de personnes sont mortes du fait de la famine et du conflit<sup>7</sup>, alors que plus de 4,7 millions d'animaux vivants étaient exportés vers le Moyen Orient la même année.

En plus de la sécheresse, la Somalie a subi des inondations fluviales et des crues soudaines localisées qui sont de plus en plus graves, du fait du changement climatique. En fonction de leur gravité, les inondations peuvent entraîner des pertes de cultures et de bétail et des dégâts d'infrastructures : maisons, routes, écoles et systèmes d'irrigation (ouvrages de prise d'eau, canaux et lieux de stockage) (GFS, 2017). Les années 1961, 1977, 1981, 1997, 2005/2006, 2019 et 2020 ont enregistré des crues particulièrement sévères le long des fleuves Juba et Shabelle<sup>8</sup>. Du fait de la sévérité des inondations de 2019, 350 000 personnes ont été déplacées (Floodlist, 2019). Les inondations sont aussi associées avec des épidémies de malaria, de choléra et de fièvre de la vallée du Rift (FVR)<sup>9</sup>.

Au moment de la rédaction de ce rapport mi-2020, le territoire somalien est confronté à de multiples dangers : inondations (UNOCHA, 2020a), l'impact de la pire invasion de criquets en 70 ans (UNOCHA, 2020b)<sup>10</sup>, et les impacts associés sur la santé et l'économie de la pandémie de Covid-19, y compris la perte des opportunités d'exportation de bétail et la prévision de 20% de réduction du flux global de transferts de fonds, alors que les emplois sont perdus

partout dans le monde (Banque Mondiale, 2020). Prenant en compte l'impact cumulatif de ces différents dangers, le FEWS NET prévoit qu'au moins un million d'enfants de moins de cinq ans sont à risque de malnutrition aiguë sévère d'ici Décembre 2020 (USAID, 2020). Les prévisions à plus long terme suggèrent qu'au moins 850 000 enfants de moins de cinq ans souffriront de malnutrition aiguë sévère jusqu'en août 2021 (FEWS NET, 2020).

## HISTORIQUE DES MARCHÉS DE BÉTAIL ET DU COMMERCE DEPUIS ET À TRAVERS LA SOMALIE

En 2015, le cheptel somalien était estimé à 40 millions de têtes, y compris 14 millions de moutons somaliens à tête noire, 13 millions de chèvres somaliennes Galla et 5 millions de bovins somaliens zébus à cornes courtes. Cependant, en 2017, le gouvernement estimait que le cheptel représentait plus de 50 millions de têtes<sup>11</sup>. Mise à part la fiabilité des chiffres, la majorité du cheptel continue d'être élevé en troupeaux et géré par les foyers pastoraux et agropastoraux, et généralement selon les systèmes de production « traditionnels ».

L'exportation d'animaux vivants de la Somalie au Moyen Orient a prospéré après le boom du pétrole des années 1960. Par ordre d'importance, les marchés principaux sont ceux d'Arabie Saoudite, suivis par le Yémen, Oman et les Emirats Arabes Unis (Mahmoud, 2010 ; Musa et al., 2020). Depuis les années 1990, les exportations d'animaux vivants du territoire somalien ont augmenté pour devenir le plus grand marché pour le commerce d'animaux vivant « sur pied » au monde, avec des millions d'animaux transportés par trekking annuellement de petits marchés lointains à travers le territoire somalien, jusqu'aux marchés terminaux et d'exportation et ensuite au Moyen Orient (Little, 2009)<sup>12</sup>. Alors que le commerce du bétail de la Somalie a grossi de manière exponentielle depuis les années 1960, le commerce lui-même n'est pas nouveau et les routes commerciales existant de longue date traversent en zigzag les frontières internationales dans la région, avec le bétail au centre du commerce car ils peuvent être transportés sur pied et dans les zones où il y a peu ou pas de routes.

Du début à la fin, ce commerce est dominé par les petites et moyennes entreprises privées (CEA, 2017). Des études ont identifié 10 – 15 catégories d'acteurs et jusqu'à 30 transactions différentes à partir de l'achat originel de l'animal, jusqu'au transport à pied, l'alimentation, l'abreuvement, et le chargement (sur les bateaux dans les ports), qui comprennent des pastoralistes, des commerçants, des petits intermédiaires, des éleveurs, des fournisseurs d'aliments et d'eau, des commerçants de taille moyenne et grande, des financiers, des transporteurs de troupeaux à pied<sup>13</sup> et des exportateurs (ICPALD, 2012). A chaque étape également, les animaux sont vendus localement aux bouchers pour répondre à la demande locale (Pavenello, 2010). Au total, on estime que le secteur du bétail bénéficie 15 à 17 millions de personnes à Djibouti, en Ethiopie, en Somalie et au nord du Kenya (Eid, 2016). En contraste avec le commerce local du bétail, les exportations de bétail sont dominées par quelques grandes compagnies du secteur privé enregistrées généralement en Arabie Saoudite (RAS), en Egypte ou à Oman (Little, 2009).



Chameaux transportés par camion à Mille woreda, Afar, Ethiopie. Photo : ILRI/Fiona Flintan

Avec les revenus provenant de l'exportation du cuir et des peaux et des carcasses réfrigérées, le bétail représente 80% des exportations somaliennes, alors que le secteur du bétail contribue à 40% du PIB de la Somalie<sup>14</sup>. Cependant, en utilisant une approche basée sur la production, une étude de 2013 du Centre pour les zones pastorales et le développement de l'élevage (ICPALD) estimait que la contribution du bétail représentait 8 milliards de dollars supplémentaires, soit 25% de plus que le chiffre officiel du PIB. Un point important, le lait consommé en Somalie était le produit le plus important, avec une valeur estimée à 6,5 milliards de dollars, soit plus que 80% de la contribution du bétail à l'économie (ICPALD, 2015). En 2010/2011, les exportations de bétail culminaient et étaient évaluées entre 3 et 3,5 millions de têtes, avec la grande majorité envoyées par bateau du port de Berbera au Somaliland (ICPALD, 2012). Cette année-là, le commerce du bétail représentait 85% des recettes d'exportation et 30% du PIB total (Majid, 2010).

Le commerce du bétail est pour la plupart non-régulé, et son succès dépend complètement de systèmes informels, y compris pour la finance. En dépit d'être un peu datée, une étude des années 90 (citée dans Little, 2009) estimait que moins de 10% de l'argent pour les achats de bétail primaires provenait formellement des banques, avec le reste provenant de manière non-formelle de proches, d'amis ou d'associés. Pour des raisons de sécurité, les commerçants mobiles transportent rarement d'argent liquide sur eux, notamment lorsqu'ils visitent des zones éloignées et dangereuses. Les flux financiers passent plutôt par le système de hawala ou hawilaad (littéralement « transferts » en Arabe) par l'intermédiaire de maisons de monnaie locale situées même dans les zones les plus éloignées (Little, 2009; ICPALD, 2012; Fava et al., d.inc.). Le même système de finance est utilisé par la diaspora Somalienne pour envoyer des remises de fonds en Somalie à leurs familles et à leurs proches<sup>15</sup>.

Le commerce somalien d'animaux vivants vers le RAS alimente deux chaînes de valeurs séparées : environ 52% pour le commerce « sacrificiel », avec les 48% restant pour les échanges commerciaux de l'ensemble de l'année. La majorité des animaux pour le commerce sacrificiel est transportée par deux compagnies saoudiennes, avec les animaux rassemblés et exportés sur une période de 60 jours, avant le pèlerinage annuel du Hajj. Ce commerce s'est

énormément accru avec une augmentation des pèlerins étrangers de 1,3 millions en 2000 à 1,86 millions en 2019, et une augmentation équivalente du nombre total des pèlerins dans la même période de 1,7 millions à 2,5 millions. En 2019, l'Arabie Saoudite a importé plus de 3 millions d'ovins, de caprins, de bovins et de chameaux uniquement durant la saison du Hajj, avec les moutons somaliens à têtes noires comme choix préféré par les classes ouvrières et moyennes et le marché pour les pèlerins, car ils sont plus petits et plus abordables que les moutons soudanais (Yusuf, 2020).

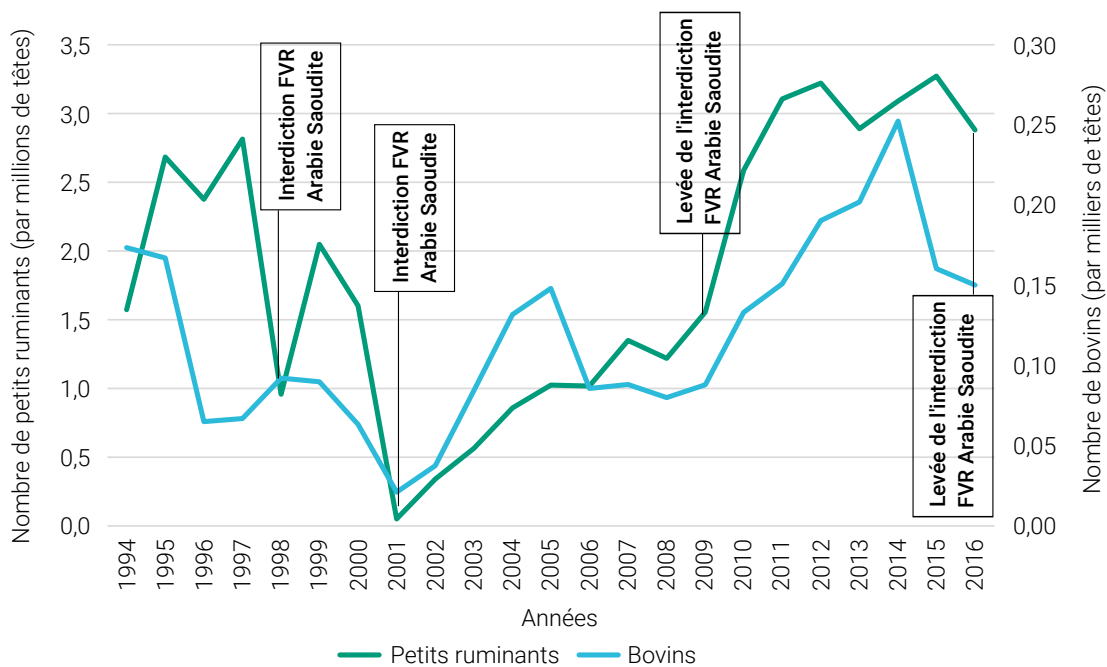
A côté des marchés établis au RAS, les marchés du Yémen et des autres pays du Moyen Orient sont de plus en plus importants pour les exportations d'animaux vivants. En plus des routes d'exportations formelles de Berbera et Bossaso, de multiples routes informelles sont utilisées pour accéder au Yémen (y compris Maydh, Las Qoray, Marero, Quandala et Alula jusqu'à Bossaso et ensuite jusqu'à Balhaf, Biír Ali, Mukalla et Ash Shihr au Yémen). Celles-ci se sont développées en réponse à l'interdiction des importations d'animaux vivants en Arabie Saoudite de 2000 à 2009. Considérées communément comme illégales par les gouvernements locaux, ces routes jouent un rôle important dans le soutien des moyens d'existence des commerçants et exportateurs de petites et moyennes taille, notamment pendant les crises – telles que celles causées par l'interdiction des marchés, les conflits et même les pandémies. Cependant, tragiquement, certaines sont aussi utilisées pour le trafic des migrants (GITOC, 2020).

## RISQUES POUR LE COMMERCE D'EXPORTATION DU BÉTAIL

En dépit du fait que l'économie du bétail de la Somalie soit dominant, il rencontre des risques y compris dus à la perte de marchés d'exportation à cause des maladies affectant les cheptels, de la sécheresse et autres dangers. Parfois, de telles crises entraînent une perte complète de marchés, alors qu'à d'autres moments, il est possible pour un ou d'autres ports de continuer à commercer. Par exemple, au début des années 90, le port de Berbera était fermé pour cause de guerre civile. Heureusement pour les éleveurs de bétail, le commerce s'est déplacé à Bosasso dans le Puntland. Pendant ce déplacement, l'exportation de bétail par Bosasso a augmenté de 200% avant de retomber en 1993, après la réouverture du port de Berbera.

En 1998 et encore en 2000, l'Arabie Saoudite a interdit les importations de bétail de la Corne de l'Afrique/ l'Afrique de l'Est à cause d'une épidémie de fièvre de la vallée du Rift (FVR) et la peur que la maladie se propage à leur propre bétail et aux personnes, car il n'y avait pas de centres de dépistage dans les ports somaliens. Les animaux contagieux pouvaient donc être embarqués et arriver au RAS avant d'avoir été testés et identifiés comme étant porteurs de la FVR. En conséquence de l'interdiction de 2000, l'exportation de petits ruminants via le port de Berbera a été réduite de 98%, passant de 2 millions à 50 000 environ (Eid, 2016). L'impact des différentes interdictions de ventes de bétail est présenté dans la Figure 1. En dépit des fluctuations importantes du nombre des exportations résultant des différentes restrictions d'importations au RAS, il y a eu une augmentation générale du nombre de bétail vendu par la Somalie au RAS et d'autres pays du Moyen Orient durant les deux dernières décades.

FIGURE 1 : EXPORTATIONS D'ANIMAUX VIVANTS DEPUIS LES PORTS DE SOMALIE



Note : Nombre de petits ruminants et de bovins exportés depuis le port de Berbera. Source: compilation personnelle via "Food Security and Nutrition Analysis Unit (FSNAU)" (1994–2016).

Source: Musa et al. (2020)

Une étude à posteriori sur l'interdiction d'importation a identifié un certain nombre d'impacts directs et indirects. Par exemple, dans le court terme, le prix du bétail s'est effondré, ainsi que le nombre des commerçants et exportateurs. Cependant, en réponse à la menace, certains commerçants-exportateurs ont continué à exporter leur bétail au RAS et à d'autres pays du Moyen Orient via le Yémen, Oman et Djibouti (FEWS NET, 2010). En dépit des coûts supérieurs associés à ces routes plus indirectes, l'interdiction a favorisé le petit nombre de commerçants-exportateurs qui avaient établi des réseaux commerciaux plus larges. En effet, certains ont presque pu établir des monopoles pendant l'interdiction. De plus, l'étude a trouvé qu'il y a eu une augmentation importante du cheptel national et que pour abreuver leur bétail, les pastoralistes avaient investi dans des berkads (citernes de collecte des eaux de pluie). La prolifération des berkads, le surpâturage associé et l'augmentation de la production du charbon de bois<sup>16</sup> pour compléter les revenus du foyer a entraîné une dégradation environnementale dont la Somalie doit encore se remettre. De plus, la longueur de l'interdiction a réduit les revenus, érodé le pouvoir d'achat des foyers et entraîné la pauvreté. En réponse, le gouvernement et les partenaires de développement ont étendu les distributions d'aide alimentaire et d'autres formes de soutien (Little, 2009).

La levée de l'interdiction par le RAS a été aidée par une négociation réussie entre les deux gouvernements d'Arabie Saoudite et du Somaliland. Il en a résulté que le secteur privé du RAS a investi<sup>17</sup> dans la santé des animaux et les centres de quarantaine au port de Berbera. Une fois ces centres fonctionnels, il était possible de tester les animaux régulièrement avant de les transporter, et que le RAS soit confiant qu'il n'y ait plus de menace de maladie. Le Somaliland a continué d'attirer des investissements du secteur privé et en 2016, a signé un investissement de 400 millions d'euros avec DP World pour moderniser le port et le transformer en un centre régional de commerce et de logistiques (Euronews, 2019).

Une fois l'interdiction du RAS levée, les exportations à partir de Berbera ont augmenté de manière exponentielle et ont rapidement dépassé le port de Bosasso comme la source principale d'exportation d'animaux vivants sur le territoire somalien. C'est parce que Berbera est plus proche du RAS et que ses commerçants bénéficient de liens de clans<sup>18</sup> plus forts avec les banques et les opérateurs des systèmes de communication à Djibouti (FEWS NET, 2010). Suite à la levée de l'interdiction, les prix du bétail dans les marchés locaux approvisionnant Berbera ont augmenté de plus de 25%. De plus, puisqu'il y avait plus d'argent dans l'économie, il y a eu 40% d'augmentation dans les importations alimentaires et les biens manufacturés dans les ports de Berbera et Bosasso (Little, 2009). La levée de l'interdiction a aussi eu un impact positif à travers la région, car le secteur du bétail est la première source de revenus pour les foyers et l'emploi, en particulier pour les pauvres (FEWS NET, 2010).

Un impact indirect et à plus long terme sur l'interdiction du RAS a été l'augmentation régulière dans les investissements vétérinaires, les services de quarantaine et le bien-être des animaux – avec des rampes de chargement, une amélioration des centres de stockage avec des points d'eau et des zones d'ombre. Avec l'assistance du secteur privé du RAS, le Somaliland a aussi introduit un système de certification du bétail pour augmenter la confiance que tout le bétail exporté répond aux normes de l'Organisation mondiale de la santé animale<sup>19</sup> pour les maladies et les normes internationales sanitaires et phytosanitaires<sup>20</sup>. Alors que la confiance a augmenté, les commerçants-exportateurs offrent des prix plus intéressants aux pastoralistes (Eid, 2016). Finalement, il est attendu que des investissements supplémentaires seront nécessaires pour répondre aux préoccupations grandissantes concernant le bien-être des animaux exportés d'Australie et de Nouvelles Zélande.

## CETTE ÉTUDE

La pandémie de Covid-19 de 2020 a entraîné de lourdes pertes en vie humaine et également d'énormes pertes économiques suite aux mesures prises pour contenir le virus. Toutes les régions du globe ont été affectées et la Corne de l'Afrique ne fait pas exception. Afin d'éviter plus de dissémination du virus, les rassemblements et les cérémonies religieuses ont été soit annulés ou drastiquement réduits en taille.

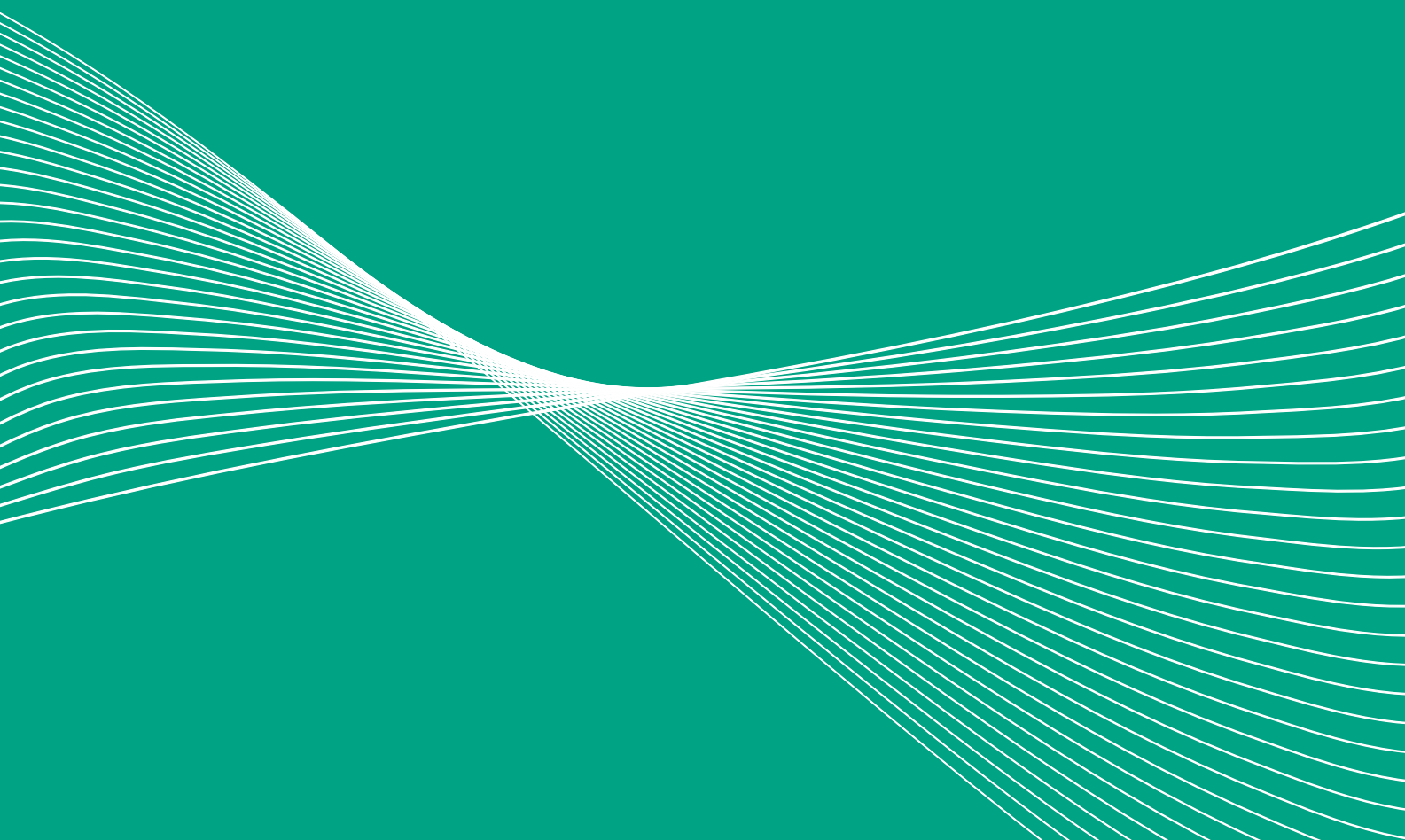
En juin 2020, le RAS a pris la décision de restreindre le nombre de pèlerins pour le Hajj de 2020 de 2,5 millions prévus qui feraient le pèlerinage à La Mecque et à Medina en juillet 2020, à juste 10 000 résidents et moins de 1000 ressortissants étrangers. Étant donné cette décision, il n'était plus nécessaire pour l'Arabie Saoudite d'importer presque 3 millions d'animaux vivants pour fournir de la nourriture aux pèlerins et pour répondre aux exigences sacrificielles (Khalif, 2020).

L'objet de cette étude, financée par le Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO) du Royaume Uni est d'évaluer l'impact du Hajj restreint de 2020 sur les exportations de bétail à travers et depuis la Somalie et d'informer la planification stratégique et humanitaire et la programmation pour le renforcement de la résilience en Somalie. Basée sur une évaluation rapide, l'étude a pris une double approche : mener une recherche sur la chaîne de valeur elle-même du bétail somalien (les impacts des blocages précédents sur le commerce des exportations de bétail et la situation actuelle du Hajj restreint) ; et explorer deux études de cas de blocage d'exportation de bétail dans d'autres régions d'Afrique, plus précisément au Soudan et au Mali / Tchad, à partir desquelles des leçons utiles pourraient être tirées.

Pour la première approche, la recherche a été menée en Somalie via des groupes de discussion (GD) et des entretiens avec des informateurs clé (EIC), comprenant des agro-pastoralistes et des pastoralistes, des intermédiaires, des commerçants (à la fois hommes et femmes), des bouchers et des exportateurs, avec des travailleurs auxiliaires impliqués dans le commerce de bétail et en bénéficiant. De plus, l'étude a entrepris une rapide revue de littérature. Malgré le nombre limité d'entretiens (10 GD et 12 EIC dans le corridor de Bossaso, 12 GD et 28 EIC dans le corridor Éthiopie-Berbera, et 2 GD et 2 EIC dans le centre sud de la Somalie - le corridor de Garissa), nous pensons que l'information recueillie et les éléments identifiés fournissent un guide utile sur les impacts plus larges pour les différentes parties prenantes. Cependant, il est recommandé qu'une recherche supplémentaire soit menée avec un nombre plus important de participants pour une étude plus robuste et représentative.

SECTION 2

**LE COMMERCE DES  
EXPORTATIONS  
DE BÉTAIL ET  
LES CHOCS  
ÉCONOMIQUES**





Marché de bétail à A Lolkuniani, Kenya. Photo : ILRI/Emmy Dortant

# LA CHAÎNE COMMERCIALE POUR LE BÉTAIL DU HAJJ SACRIFICIEL EN TEMPS « NORMAL »

## Les grands axes commerciaux

Les commerçants-exportateurs de Berbera ont confirmé les résultats de la rapide revue de littérature, que Berbera (Somaliland) est le port le plus important pour l'exportation dans la Corne et la sous-région de l'Afrique de l'Est, suivi par Bossaso (Puntland) et Djibouti. Les ports de moindre importance sont ceux de Mogadiscio et de Kismayo au sud-ouest de la Somalie. Les axes commerciaux principaux approvisionnant les deux ports principaux de Berbera et Bossaso sont représentés sur la Figure 2. En plus du bétail venant de Somalie, des animaux sont aussi commercialisés à partir de la région somalienne en Ethiopie vers ces deux ports. Des données issues d'études de cas ont été collectées sur chacun de ces routes et sont présentées ci-dessous, bien que l'accent soit mis sur Berbera, qui représente la majeure partie des exportations de bétail à partir du territoire somalien.

FIGURE 2 : LES PRINCIPAUX CORRIDORS COMMERCIAUX POUR L'EXPORTATION D'ANIMAUX VIVANTS



## Port de Berbera

Comme indiqué dans la Figure 2, Berbera reçoit des animaux vivants de Babile via Tog Wajaae (axes blancs), depuis Beledweyne plus au sud (axes jaunes) et du sud-est à partir de Gaakaayo (axes bleus). Les animaux agrégés sont conduits et transportés vers les montagnes du Somaliland plus fraîches en une journée de transport par trekking de Berbera, pour minimiser les coûts de stockage et d'alimentation. Lorsqu'ils sont prêts à être expédiés, les animaux sont transportés dans les installations de parcage et de quarantaine dans le port et seuls les animaux en bonne santé sont embarqués sur des bateaux adaptés qui les transportent au RAS et d'autres pays du Moyen Orient.

En préparation pour le pèlerinage du Hajj, la majorité des foyers pastoraux de la région de Berbera vendent deux à quatre ovins mâles à des intermédiaires pour les commerçants locaux dans leurs marchés de bétail locaux. Typiquement, les jeunes commerçants donnent la priorité aux marchés ruraux les plus éloignés et difficiles d'accès qui produisent du bétail de qualité qui, lorsqu'il est conduit/transporté par trekking vers les marchés secondaires et les marchés régionaux plus importants, se vend à bon prix. En Ethiopie, les commerçants sont en compétition avec les coopératives de bétail qui de manière similaire achètent, rassemblent et transportent les animaux vers de plus grands marchés, comme décrit par un représentant de la coopérative de Jijiga :

---

**Nous achetons les bêtes dans la région de Degahbur (dans la région somalienne de l'Ethiopie) à des coopératives locales. Nous achetons à un juste prix et rassemblons le nombre de bêtes demandé par les exportateurs, soit dans le Somaliland ou à Adama. Notre tâche est de rassembler suffisamment d'animaux pour les vendre camion par camion.**

---

Pendant une saison du Hajj normale, un petit commerçant achèterait entre 500 et 800 ovins ou caprins, en utilisant de l'argent mobile. Le système de commercialisation du bétail somalien est construit sur la confiance et le crédit est largement accepté, avec des petits et moyens commerçants payés plusieurs mois plus tard par les exportateurs au point de vente au Moyen Orient. Quand le paiement est fait, la somme convenue est envoyée en Somalie via le système Hawala. La grande majorité des animaux qui atteignent Berbera sont vendus au marché de Burao, le plus grand marché de Somalie. Une fois achetés par les exportateurs ou leurs agents, les animaux sont transportés à partir de Berbera. Chaque animal transporté est taxé 0,3 Shillings somaliens (intermédiaire/exportateur, communication personnelle de Burao, 2020). Lorsqu'ils arrivent au port, les animaux sont dirigés vers les installations de quarantaine où ils sont inspectés pour des défauts physiques et testés pour la brucellose et lors d'épidémies, de FVR. Les animaux sains en bonne santé sont embarqués sur des bateaux et plus de 95% sont envoyés en Arabie Saoudite (Intermédiaire/exportateur, communication personnelle de Burao, 2020).

## Port de Bossaso

Comme aussi indiqué dans la Figure 2, Bossaso reçoit des animaux vivants d'aussi loin au sud-ouest que de Beledweyne (routes jaunes) et au-delà de Bay Gaal, avec des animaux supplémentaires collectés en route à travers la Région somalienne, en Ethiopie. D'autres animaux sont collectés de Galakaayo (routes vertes) et des zones pastorales de Sanag, Sool, Mudug et des régions du Galgudud dans le Puntland.

Typiquement, les exportateurs agrègent les animaux via leurs agents ou réseaux de petits et moyens commerçants connus et dignes de confiance, avec la majorité préférant acheter directement aux pastoralistes dans les marchés locaux, par opposition à l'achat d'animaux dans des marchés plus grands. Que ce soit à travers leurs agents ou les petits et moyens commerçants, les exportateurs demandent un nombre convenu d'animaux d'une qualité spécifiée. Une fois rassemblés, ils sont transportés au port, avec l'exportateur responsable pour toutes les dépenses de transport. Les prix varient en fonction du nombre d'animaux, de la condition du corps de l'animal et de sa santé. Comme l'un des commerçants, Beletweyne, a remarqué (en 2020) :

---

**J'achète environ 300 à 400 animaux par mois et je les vends essentiellement à des commerçants et exportateurs à grande échelle à Bossaso. Dans les régions où j'achète aux pastoralistes, j'utilise un intermédiaire. Parfois, j'utilise aussi un intermédiaire lorsque je vends des animaux à des commerçants/exportateurs à grande échelle que je connais moins.**

---

Les commerçants ont rapporté que les taxes portuaires, les coûts de quarantaine et de certification de Bossaso sont plus élevées, que ceux du port de Berbera. En dépit de ces coûts supplémentaires, les commerçants locaux préfèrent vendre leurs animaux via Bossaso, car ils sont généralement mieux connectés dans le système de clan. Egalement, dans les années récentes, le port a développé des installations et centres de quarantaine à la pointe de la technologie, ce qui assure que les animaux sont traités rapidement.

#### **De Garissa à Berbera ou le corridor des ports de Bossaso**

En plus d'approvisionner en bétail sur le territoire somalien, certains commerçants achètent des animaux, notamment des caprins, dans le nord du Kenya (y compris Marsbit), dans le centre-sud de l'Éthiopie et un petit nombre dans de petits ranchs à et autour de Mombasa. Ces animaux sont transportés à Garissa et ensuite dans les ports soit de Berbera ou de Bossaso.

### **Les exportations de viande**

En plus des exportations d'animaux vivants, certains animaux sont abattus localement et exportés en tant que carcasses réfrigérées. De telles carcasses viennent essentiellement du Kenya où les abattoirs et les équipements frigorifiques sont d'un niveau adéquat. Les carcasses réfrigérées sont ensuite envoyées par avion sous contrat aux commerçants à Bahreïn, Djeddah, Riad, Dubaï, Sharjah et Oman. Bahreïn est la destination préférée car elle offre des prix plus élevés qu'ailleurs. Alors qu'il existe des opportunités d'étendre ce marché, il y a une compétition de la part des marchés domestiques. De plus, le manque de collaboration entre les exportateurs entraîne une qualité variable qui à son tour affecte les prix et l'accès aux marchés (Exportateur de viande, Garissa, communication personnelle, 2020).

# LES CHOCS HISTORIQUES AYANT EU UN IMPACT SUR LES EXPORTATIONS DE BÉTAIL

Le bétail somalien est produit dans les terres de parcours parmi les plus rudes d'Afrique. Non seulement ce sont les plus arides, mais aussi de manière saisonnière, des pastoralistes sont confrontés à la sécheresse, à la maladie du bétail (et aux interdictions d'exportation associées) et aux conflits. Nous avons utilisé des discussions de groupes et des entretiens avec des informateurs clé pour collecter des informations sur l'impact des différents chocs sur les exportations de bétail à partir du territoire somalien, présentées dans le Tableau 1 ci-dessous, par groupe de parties prenantes. Spécifiquement, les informateurs étaient invités à classer les années par couleur : orange pour pire, jaune pour très mauvaises, bleu foncé pour mauvaises, bleu clair pour mauvaises mais gérables, et vert pour gérables. Les trois groupes de parties prenantes dans trois régions distinctes – Berbera, Bossaso et Garissa – ont tous classé l'interdiction liée à la FVR de 1998/1999 comme étant la pire en termes d'impact sur les moyens d'existence.



Chameaux sur la route de Garissa, Kenya. Photo : Flore de Preneuf/Banque Mondiale

TABLEAU 1 : PERCEPTIONS DES PASTORALISTES, EXPORTATEURS ET COMMERÇANTS SUR LES CHOCS PRÉCÉDENTS DES MARCHÉS ET DES CRISES DE SÉCHERESSE

Port de Berbera			
Année/s	Pastoralistes	Exportateurs	Commerçants
1998–1999 (Interdiction FVR)	Très peu de marchés ouverts	Les ventes via Hargeisa et Burao ont chuté de 70%	Enorme impact car la population évitait de manger de la viande
2016–2017 (Sécheresse et interdit. FVR)	60% du bétail a péri dû à sécheresse	Le bétail ayant perdu sa condition physique, les prix sont tombés de 40–50%.	Les animaux sauvages ont aussi péri et il n'y avait pratiquement pas de commerce de bétail
2000–2009 (Interdictions FVR et FA)	Les animaux testés positifs étaient retournés à Berbera et les ventes de bétail se sont écroulées		Le bétail était réorienté vers Djibouti et d'autres routes informelles
Port de Bossaso			
1998–99 (Interdiction FVR)	L'interdiction FVR et la guerre civile ont entraîné un effondrement des ventes et des prix du bétail	Les exportations très réduites d'animaux vivants ont entraîné de lourdes pertes et beaucoup d'exportateurs ont fait faillite	L'inflation des prix alimentaires de base et la guerre civile ont entraîné une perte totale de revenus pour les petits et moyens commerçants de bétail
2000–09 (interdictions FVR et FA)	Les prix du bétail sont tombés de 60%. Des exportations informelles ont continué vers les pays voisins	Le revenu des foyers est tombé de 50%, bien que des animaux aient continué à être exportés à Oman et au Yémen	Les prix des produits importés ont doublé, les prix du bétail sont considérablement tombés
2011 (sécheresse)	La sécheresse suivie par la peur de la FVR de 2009 ont perturbé le commerce du bétail	Les revenus ont baissé de 30% à cause des coûts supplémentaires de gestion de maladies, bien que des marchés alternatifs se soient ouverts vers le Yémen et Oman	Les prix du bétail ont baissé de 45% causant des pertes économiques notamment pour les petits commerçants
2016–2017	Malgré le fait que les marchés d'exportation tels qu'Oman et le Yémen étaient accessibles, de grandes sécheresses ont entraîné la mort de bétail et ont impacté les exportations	Un très petit nombre d'animaux a été exporté, car la plupart étaient soit morts, soit décharnés.	Cela a affecté tous les éleveurs de bétail avec 60% du bétail mort ou décharnés et donc invendable
Corridor de Garissa			
1998–99 (Interdiction FVR)	Les marchés étaient fermés et on avait peur d'abattre des animaux par peur de propager la maladie	Pas de marché pour les animaux abattus et autres produits du bétail tel que le lait	La fermeture du marché pendant six mois a entraîné une perte de revenus et la fermeture d'entreprises
2006–07 (Epidémie de FA)	Les marchés fonctionnaient mais avec une capacité réduite due à l'épidémie		Beaucoup de petits commerçants et d'entreprises ont été affectés par la demande réduite pour les animaux sur les marchés terminaux

Note : il y a eu également une interdiction temporaire en 2016 (mentionnée par Musa et al, 2020), mais elle n'était pas consistante et par exemple, elle a été levée pour permettre au bétail d'arriver en RAS pour le Hajj ; par conséquent, nous ne l'avons pas incluse ici.

Comme noté ci-dessous, les parties prenantes dans cette étude sont nécessairement résilientes et ont essayé et testé des manières de s'adapter et de se débrouiller lors de différentes crises. Par exemple, les pastoralistes sont mobiles et peuvent diviser leurs troupeaux pour bouger différents types d'animaux vers différents parcours. En contraste, les commerçants prospères et établis peuvent temporairement se défaire de tous leurs intérêts liés au bétail, et revenir dans le secteur du bétail seulement après que le choc se soit atténué. S'adapter est généralement plus problématique pour les foyers plus pauvres, qu'ils soient agro-pastoraux, pastoraux, commerçants ou travailleurs auxiliaires, car les ménages plus pauvres ont une capacité réduite d'adaptation et de diversification.

En périodes de crise, les pastoralistes et les agro-pastoralistes rapportent qu'ils changent leur régime de nutrition et mangent plus de sorgho, plutôt que du riz qui est plus cher, et ils peuvent même être forcés de réduire le nombre de repas qu'ils mangent par jour (rapporté par des pastoralistes à Armo). Lors de crises plus aiguës, ils peuvent aussi chercher de l'aide auprès de membres de leurs familles à l'étranger par des transferts de fonds, ou empreinter à des voisins, des commerçants et des membres de la famille fortunés. Cependant, dans tous les groupes de discussion, les pastoralistes ont dit qu'ils étaient prudents concernant les emprunts car ceux-ci nécessitent des remboursements l'année suivante, ce qui peut être également stressant. Certaines familles ont aussi envoyé les enfants les plus jeunes à des membres de la famille plus riches dans les zones urbaines pour réduire les pressions de la sécurité financière et alimentaire du ménage. En particulier, les agro-pastoralistes d'un groupe de discussion à Gabiley ont suggéré que les pastoralistes sont le groupe le plus vulnérable aux crises affectant le bétail car ils sont entièrement dépendants du bétail pour leur moyen d'existence.

Le même groupe de Gabiley a aussi rapporté que certaines organisations de développement international ont apporté un soutien pendant les périodes d'interdiction d'exportations et d'autres chocs, qui comprennent des mesures d'incitation à la formation aux moyens de subsistance et aux compétences, l'achat d'animaux (pour distribuer ensuite aux foyers très pauvres pendant la cérémonie de l'Eid) et l'aide alimentaire. Cependant, les pastoralistes sont clairs qu'ils n'aiment pas être trop dépendants de l'aide humanitaire car cela a un impact limité dans le long terme.

Lorsque les commerçants se défont de leurs intérêts liés au bétail durant les périodes de crises, ils passent à d'autres intérêts commerciaux, y compris le négoce d'autres produits et des magasins de thé. Un ou deux intermédiaires à Burao ont aussi déclaré qu'ils avaient investi dans les chameaux et développé des petites laiteries de chameaux. D'autres commerçants qui avaient déjà acheté des animaux pour le Hajj avaient des daabax ou ont vendu localement aux restaurants, bouchers et autres. Les commerçants de Galkayo ont aussi rapporté qu'ils s'étaient temporairement tournés vers la pêche, les cultures et les importations de produits alimentaires et l'huile des pays arabes, pour les vendre dans les marchés locaux.

Cependant, tous les commerçants ont largement reconnu que la diversification était plus difficile pour les commerçants de petite taille et les intermédiaires ayant une capacité plus limitée et moins de ressources. De tels foyers étaient généralement forcés de changer et de simplifier leur régime alimentaire et réduire le nombre des repas consommés par jour. Plusieurs intermédiaires ont répondu qu'ils étaient particulièrement vulnérables aux chocs du secteur du bétail. Pour cette raison, en temps de chocs ils ont rapporté qu'ils cherchaient à travailler en tant qu'intermédiaires dans les marchés nouveaux et différents à la fois domestiques et associés avec des routes d'exportations plus informelles.

# LES IMPACTS DU HAJJ RESTREINT DE 2020

## Les perceptions des différents groupes en termes de moyens d'existence

L'équipe de l'étude a utilisé une combinaison de différents groupes de discussion et d'entretiens avec des informateurs clé au sein des différentes parties prenantes pour collecter des informations et des perspectives sur l'impact du Hajj restreint de 2020. Les réponses sont présentées dans le Tableau 2, en utilisant une échelle de couleur similaire à celle utilisée dans la Section 2.2 : orange pour pire, jaune pour très mauvais, bleu marine pour mauvais, bleu clair pour mauvais mais gérable et vert pour gérable.

TABLEAU 2 : PERCEPTION DES EXPORTATEURS, DES COMMERÇANTS ET DES PASTORALISTES SUR LES RESTRICTIONS DU HAJJ 2020

Port de Berbera			
Année	Pastoralistes	Exportateurs	Commerçants
2020 (Hajj restreint)	Malgré l'interdiction, il était possible de vendre des animaux au niveau national	Alors que les prix du commerce intérieur avaient été bons, le marché d'exportation est réduit de plus de 80%	Bien que le volume du commerce soit affecté, les marchés n'ont pas fermé et les ventes ont continué
Corridor de Bossaso			
2020 (Hajj restreint)	Les marchés locaux ont continué à fonctionner. Les marchés d'exportation ont été perdu	Les profits sont tombés de 20% comparé aux années précédentes, alors que les prix du bétail sont tombés	Les prix du bétail sont tombés de 20% and les prix de la nourriture ont augmenté, ainsi que les prix d'autres commodités essentielles
South-Central-Garissa corridor			
2020 (Hajj restreint)	Les marchés continuent à fonctionner, mais avec une capacité réduite	La viande d'exportation frigorifiée a été affectée par les restrictions de voyage, plutôt que les restrictions directes du Hajj	Les restrictions de mouvement ont affecté le transport des animaux vers les marchés terminaux

Différentes parties prenantes ont classé l'impact du Hajj restreint comme étant jaune et deux couleurs différentes de bleu (soit mauvais et mauvais mais gérable). Ce résultat semble différer des autres perceptions locales. Par exemple, une importante organisation caritative internationale a suggéré que « L'annulation du Hajj aura d'énormes implications sur les vies et les moyens d'existence de la population somalienne »<sup>21</sup>. En dépit de cela et d'autres prévisions similaires, il semble, du moins au moment de cette étude, que l'impact ait été atténué par les pluies de printemps Guu qui étaient au-dessus de la normale et ont assuré des pâturages adéquats et de l'eau, et par conséquent ont soutenu une production de lait normale et au-dessus de la normale. En bref donc, il y avait de la nourriture alternative. De plus, comme indiqué dans le Tableau 2, les pastoralistes pouvaient vendre des animaux à l'intérieur du pays à des prix normaux et dans certaines régions dans le commerce alternatif d'exportation informel.

En plus des discussions sur l'impact du Hajj restreint de 2020, nous avons demandé à différents groupes de parties prenantes de répondre à des questions supplémentaires sur l'importance du commerce saisonnier du Hajj. Les réponses des différents groupes sont présentées ici.

## Vues des pastoralistes et des agro-pastoralistes

Les pastoralistes et les agro-pastoralistes questionnés dans la région autour du port de Berbera ont reconnu l'importance du commerce saisonnier du Hajj et, comme présenté dans le Tableau 3, ont marqué le revenu de ces ventes saisonnières à 40% de leur revenu annuel. Ils ont également rapporté que le revenu de cette année pour les ventes saisonnières de bétail pour le Hajj, avaient baissé d'un stupéfiant 80%.

TABLEAU 3 : IMPORTANCE DES VENTES DU HAJJ POUR LES PASTORALISTES ET LES AGRO-PASTORALISTES QUESTIONNÉS

Sources du revenu annuel	Montant	Percentage of annual income	Average household Hajj sales declines in 2020
<b>Vente d'animaux vivants – hors des ventes du Hajj (exportation domestique et autres routes d'exportation)</b>	308	30,8	
<b>Vente de lait</b>	75	7,5	
<b>Vente de récoltes</b>	172	17,2	
<b>Vente de fourrage de bétail</b>	8	0,8	
<b>Vente pour le Hajj</b>	400	40	-80%
<b>Vente d'animaux reproducteurs</b>	7	0,7	
<b>Transferts de fonds et emprunts</b>	15	1,5	
<b>Assistance humanitaire</b>	10	1	
<b>Petits commerces</b>	5	0,5	
<b>Total</b>	<b>1000</b>	<b>100</b>	

Malgré ces pertes, les répondants de Galkayo ont rapporté que les prix étaient restés stables et que par conséquent, alors qu'ils ne pouvaient pas vendre autant d'animaux que d'habitude, les animaux vendus étaient vendus aux prix normaux. Ils ont également rapporté qu'ils étaient persuadés qu'ils pourraient continuer à vendre des animaux dans le marché domestique et via les ventes commerciales hors du Hajj au RAS et à d'autres pays du Moyen Orient. Les répondants du groupe pastoral de Galibey ont ajouté leur opinion que beaucoup de personnes étaient impliquées dans le commerce d'exportation du Hajj – pastoralistes, intermédiaires, opérateurs de location de véhicules (pour transporter le bétail entre les marchés), et commerçants de petite et moyenne taille, et les exportateurs – et que la restriction affecterait négativement les revenus des ménages, à la fois immédiatement et également au moyen-long terme, si les ventes ne reprenaient pas.

Les agro-pastoralistes de Galooley ont partagé leur perspective selon laquelle, alors que le Hajj restreint de 2020 était mauvais pour les ventes de bétail, ils ont pu vendre des légumes et

des récoltes comme moyen alternatif de maintenir leur revenu. Ils pensaient que la situation actuelle n'était pas aussi mauvaise que les sécheresses de 2000 et 2016, ayant toutes deux affecté le pays dans son ensemble. Avec des pluies au-dessus de la normale, ils ont reconnu qu'ils ont pu continuer à garder leur troupeau et attendre de vendre les animaux à une date ultérieure, bien qu'ils aient mentionné qu'en ce moment peu de commerçants achetaient des animaux en grand nombre.

## Vues des intermédiaires, des commerçants et des exportateurs

Les intermédiaires, les commerçants et les exportateurs du Somaliland impliqués dans l'exportation pour le marché du Hajj ont rapporté que les ventes du Hajj représentaient autour de 50% de leur revenu annuel (Tableau 4). Ils ont aussi rapporté que les pertes des ventes de cette année dues au Hajj restreint de 2020 avaient causé une perte des trois-quarts de leur revenu saisonnier. Il n'est peut-être pas surprenant que des commerçants de Burao aient exprimé leur opinion que l'impact du Hajj restreint de 2020 était pire que les interdictions d'exporter précédentes.

TABLE 4 : SOURCES DE REVENUS DES INTERMÉDIAIRES, DES COMMERÇANTS ET DES EXPORTATEURS AU SOMALILAND

Sources de revenu pour une année normale	Montant	Pourcentage du revenu annuel	Réduction moyenne de revenu commercial dû au Hajj restreint
Exportations du bétail hors du Hajj / ventes domestiques	495	33	
Ventes pour le Hajj	750	50	-75%
Transferts de fonds	85	5,7	
Autres entreprises– travaux divers, petits magasins de thé, comptoirs de change	170	11,3	
<b>Total</b>	<b>1500</b>	<b>100</b>	

Dans un effort pour compenser les pertes de ventes, certains commerçants ont rapporté qu'ils ont acheté des animaux d'Éthiopie pour les engraisser mais encore une fois, les ventes étaient mixtes, et ils n'avaient pas pu les exporter vers d'autres pays du Moyen Orient comme ils l'espéraient. D'autres commerçants ont rapporté, comme cela a été rapporté par les médias d'information en juillet 2020, que trois bateaux avaient été retournés d'Arabie Saoudite, menant à une perte de 1000 ovins en route. Ils ont aussi dit qu'ils réexportent actuellement certains de ces animaux vers l'Égypte, Oman, Bahreïn et le Yémen.

Les commerçants et les exportateurs du port de Bossaso ont exprimé leur opinion que le Hajj restreint de 2020 n'avait pas eu d'impact tellement sévère sur eux, puisque le bétail était généralement exporté à Oman, au Yémen, et aux EAU et que ces exportations avaient continué. D'autres animaux d'élevage avaient également été vendus sur le marché intérieur. Quoi qu'il en soit, les mêmes commerçants et exportateurs ont reconnu que les prix du bétail du Hajj saisonnier de 2020 étaient plus bas que les années précédentes.

# CONCLUSIONS : LES IMPACTS DU HAJJ RESTREINT DE 2020 SUR LES MOYENS D'EXISTENCE DES DIFFÉRENTS GROUPES

Basé sur les informations recueillies tout au long de cette étude, l'impact du Hajj restreint de 2020 sur les moyens d'existence des différents groupes peut être résumé comme suit.

- **Les ménages pauvres et très pauvres** – un léger impact ou pas d'impact du fait de l'effondrement des ventes de bétail sur les ménages pauvres et très pauvres, car ils ont très peu ou pas de bétail. En effet, il se pourrait que certains foyers pauvres et très pauvres aient bénéficié, alors que les pèlerins potentiels sont restés chez eux et il est probable qu'ils acquittent la zakat ou l'aumône avec les pauvres. Des agences d'aide ont aussi acheté et distribué des animaux durant l'Eid pour soutenir les marchés de bétail locaux et assister les foyers les plus pauvres.
- **Les agro-pastoralistes** – il y a eu des pluies successives supérieures à la normale dans la région<sup>22</sup>, avec comme résultat des moissons récentes au-dessus de la normale, et la sécurité alimentaire et la résilience ont augmenté. Dans l'ensemble, les prix du bétail sont restés stables à travers la Somalie, et les agro-pastoralistes ont pu vendre des animaux au moins sur le marché domestique et à travers le marché commercial vers le Moyen Orient et avec une compétition réduite du bétail typiquement en provenance d'Ethiopie (ce marché s'étant effondré car il n'y a pas d'exportations plus loin).
- **Les pastoralistes** – au Somaliland notamment, c'est potentiellement le groupe dont les moyens d'existence ont été le plus affectés, étant dépendants du bétail (et des transferts de fonds). Cependant, les pluies saisonnières récentes au-dessus de la moyenne ont résulté dans des pâturages et de l'eau adéquats pour les animaux invendus, mais avec des augmentations de coûts inévitables pour le gardiennage et les médicaments pour le bétail. De plus, les prix sont stables et puisque les animaux sont vendus sur le marché domestique, à travers de nouvelles routes commerciales et émergentes et au RAS pour le marché commercial hors du Hajj. En Ethiopie, des animaux sont transportés et vendus dans des zones urbaines des hauts plateaux.
- **Les commerçants** – il semble que les commerçants et les exportateurs les plus importants en taille sont plutôt protégés par des sources alternatives de revenu et certains rapportent qu'ils ont déjà des axes nouveaux et alternatifs pour le marché intérieur et les exportations – en particulier alors qu'il y a des restrictions accrues sur les exportations de l'Asie Australe au Moyen Orient. Les exportateurs continuent aussi de s'approvisionner en animaux pour le commerce hors du Hajj au RAS. En contraste, les commerçants à petite échelle sont affectés plus sérieusement avec une capacité limitée et moins de ressources, et représentent le groupe des parties prenantes le plus affecté.

- **Le commerce du bétail et les travailleurs auxiliaires**<sup>23</sup> – typiquement des jeunes hommes et femmes issus des foyers les plus pauvres, ces travailleurs auxiliaires sont probablement le groupe dont les moyens d'existence sont les plus affectés. Il est intéressant de noter que les travailleurs auxiliaires ont exprimé leur opinion que le Hajj restreint n'a pas eu le même impact désastreux que l'interdiction due à la FVR de 1998/1999 lorsque tous les marchés de bétail étaient fermés. Certains s'attendent aussi à ce que le marché commercial avec le RAS reprenne et que les exportateurs identifient d'autres routes d'exportation et marchés et que, lorsque cela arrivera, il y aura à nouveau du travail pour les travailleurs auxiliaires. Cela dit, tous reconnaissent complètement que le marché du Hajj de 2020 est désormais perdu.



Foire au bétail pour l'engraissement de bœufs en Ethiopie. Photo : ILRI

SECTION 3

**ENSEIGNEMENTS  
TIRÉS D'AUTRES  
EXPÉRIENCES  
AILLEURS**



# ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA FERMETURE DES FRONTIÈRES ENTRE LE TCHAD ET LA RCA, 2014

## Contexte

Le Tchad, pays enclavé d'Afrique Centrale, couvre une surface de 1 284 000 km<sup>2</sup> pour une population estimée à 15,2 millions en 2019, dont la majorité, plus de 65%, a moins de 25 ans. Le bétail représente le second secteur d'exportation le plus important après le pétrole et d'autres industries extractives (Trading Economics, 2020). Les bovins et les chameaux sont les espèces les plus exportées (CEMAC, 2013), et le secteur dans son ensemble est estimé contribuer quelques 27% du PIB (Saleh, 2019). La plupart du bétail (environ 80%) est géré par un système pastoral mobile (nomadique, transhumant ou semi-transhumant) qui coexiste avec la production du bétail sédentaire partout sauf dans les régions les plus septentrionales du désert du Sahara.

Le développement d'un commerce régional est vu comme offrant de bonnes opportunités pour le développement du secteur du bétail au Tchad, avec des améliorations sur la productivité et le développement de systèmes de marché (FAO, 2012). Le Tchad se situe dans le plus à l'est des trois principaux bassins de commerce de bétail du Sahel en Afrique de l'Ouest (OCDE, 2008) qui s'étend à travers le Niger, le Tchad, le Bénin, le Nigéria et le Cameroun. Le Nigéria est le pôle d'attraction principal pour les produits du bétail dans le bassin. Il représente 50% de la consommation de bœuf dans la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CDEAO), et en importe 25%<sup>24</sup>. La République centrafricaine (RCA) et le Cameroun sont attachés à ce bassin car, alors que la majorité du commerce est avec le Nigéria, il y a des flux moins importants du Cameroun vers le Gabon et de la République centrafricaine vers le Congo. Il y a des flux moins fréquents (essentiellement des chameaux) vers les pays d'Afrique du Nord (Lybie, Egypte).

Un processus d'intégration régionale en Afrique Centrale a été engagé depuis le milieu des années 60, ce qui a entraîné l'établissement de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) en 2018 (FAO, 2012)<sup>25</sup>. La législation permettant le libre mouvement du bétail et des produits animaliers dans la région, y compris les passeports du bétail et les certificats de la transhumance internationale, a été introduite à partir de 1991. La législation régissant les mouvements transfrontaliers et intérieurs du bétail est obsolète dans la plupart des pays de la CEMAC, y compris au Tchad et en RCA. Un réseau fort et influent d'organisations de la société civile, de Mauritanie et du Tchad, défendent les importances stratégiques de la mobilité pour les systèmes de production pastorale aux Sahel. Le Tchad a été inclus dans les initiatives de la CEA malgré qu'il soit en dehors de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest.

Le Tchad, comme beaucoup de pays du Sahel, est affecté par des insécurités alimentaires et nutritionnelles chroniques et fait partie des pays les moins développés, en dépit de ressources naturelles abondantes : 76% de la population du Tchad vit dans ou est vulnérable à une extrême pauvreté multidimensionnelle (OCDE, 2008). Environ 80% de la population vit dans les zones rurales, et la production agro-pastorale reste une composante majeure des moyens d'existence pour la plupart des foyers. Le changement climatique met les agro-pastoralistes sous la pression pour chercher des pâturages plus au sud et en même temps pour augmenter la superficie des terres utilisées pour les cultures. Pour les pastoralistes, les mouvements du bétail à travers le Tchad et ses frontières sont encore plus limités par les politiques publiques du gouvernement portant sur les zones protégées (interdites au bétail), l'agriculture (mécanisation), les investissements privés et les exploitations minières (l'expropriation des terres/ressources) (UNDP, 2019).

La situation sécuritaire du Tchad était déjà mauvaise avant la crise de 2013 (quand le gouvernement du Président Michel Djotodia a officiellement pris en charge le pays), marqué par la violence, la destruction des cultures, le vol ou les blessures de bétail et le kidnapping d'enfant. La crise de 2013 a conduit à un bouleversement total de la géographie du pastoralisme. Les trois-quarts des éleveurs se sont trouvés dans la zone rebelle. Des milliers ont été tués, blessés, ont disparu ou ont été déplacés. Des hommes jeunes ont rejoint les groupes de la milice locale alors que les attaques et les blocades de routes rendaient la transhumance et le commerce plus dangereux et plus chers<sup>26</sup>.

Au même moment, la situation sécuritaire se détériorait sur les routes alternatives de commerce et de transhumance. Les vols de bétail à main armée et le kidnapping étaient rapportés le long de la frontière entre le Tchad et le Cameroun. Du bétail évalué à plusieurs milliards de Francs CFA (FCFA) était estimé avoir été volé par Boko Haram en 2014. Il y avait une escalade d'incidents violents entre les communautés résidentes et les éleveurs au Nigéria, liés à la disponibilité de petites armes (Babalola and Onapajo, 2018).

## Les impacts de la fermeture des frontières entre le Tchad et la RCA

Le 12 Mai 2014, le Chef d'Etat, Idriss Deby, a annoncé que la frontière entre le Tchad et la RCA serait fermée à tout mouvement de personnes, en dehors des Tchadiens souhaitant partir pour rejoindre la RCA pour toujours. Il annonçait sa décision « pour des raisons sécuritaires » durant une visite au sud du pays (RFI, 2014)<sup>27</sup>. Cependant, la fermeture de cette frontière n'a pas complètement arrêté les mouvements transfrontaliers de bétail, comme Dr Hussein Ahmet Malmal, Ministre du Bétail en RCA l'a admis dans un entretien sur RFI en décembre 2019 (RFI, 2019a). Plutôt, le ministre a observé que « c'est devenu une transhumance armée », et encore plus difficile.

Les fermetures de frontières tendent également à créer des conditions qui font fleurir la contrebande, selon les spécialistes des conflits de l'agence de recherche française CNRS (Jeune Afrique, 2019), en se référant à la fermeture de la frontière nord du Tchad avec la Libye en mai 2019. Les raisons comprennent l'importance du commerce local pour l'économie locale et les liens ethniques entre les commerçants et le personnel frontalier. Une étude de 2002 sur l'impact des politiques d'intégration régionales sur le commerce du bétail au Tchad a trouvé qu'en réponse à l'augmentation des coûts de transaction, de longues négociations imprévisibles et des pratiques incohérentes aux passages officiels des frontières, les commerçants se sont organisés eux-mêmes en groupes plus puissants, souvent suivant des

critères ethniques, capables de négocier des accords avec les fonctionnaires aux frontières afin de falsifier le nombre réel du bétail et minimiser le paiement des taxes en échange de pots-de-vin (Duteurtre and Koussou, 2002).

Amnesty International a exprimé des inquiétudes concernant l'impact sur les réfugiés fuyant les violences en RCA : « La décision du gouvernement Tchadien de fermer la longue frontière qui borde le sud du pays aura des conséquences dramatiques pour les hommes, les femmes et les enfants fuyant la violence en RCA qui a empiré depuis des mois » (Amnesty International, 2014, et « plus de 360 000 personnes ont déjà fui la RCA pour chercher refuge dans les pays voisins, la plupart depuis décembre 2013, quand la crise actuelle s'est aggravée et a commencé à donner lieu à des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, dans un climat de nettoyage ethnique. Fermer la frontière coupera une ligne de communication vitale pour les civils cherchant refuge au Tchad. Les musulmans d'Afrique Centrale ont fui en masse les atrocités en direction du Tchad, qui a reçu, d'après les dernières données des Nations Unies, plus de 70 000 réfugiés ». Cependant, il ne semble pas que cela se soit produit, du moins pas autant qu'on le craignait<sup>28</sup>.

L'effet principal des restrictions de mouvements mentionnés par presque tous les répondants est l'augmentation de la concentration des personnes et du bétail dans certaines zones. Ces concentrations de personnes et de bétail mettent une pression accrue sur l'écosystème pastoral, ajoutant aux stress préexistants des chocs climatiques, de l'expansion agricole, des maladies des animaux et de la politique du gouvernement bannissant le bétail des zones protégées. Normalement, l'accès et la gestion des ressources naturelles et des terres de parcours seraient gérés par des institutions coutumières mais, surtout dans les zones ayant connu les conflits, le trouble et le stress, ces dernières ont pu être détruites ou affaiblies, créant une situation d'« accès ouvert » sans règles ni règlements d'utilisation. Ceci peut entraîner une surexploitation des ressources et finalement une dégradation ou une perte.

La conséquence de cette pression supplémentaire a été un conflit accru impliquant tous les groupes, y compris les pastoralistes et les agro-pastoralistes. Les conflits entre les pastoralistes sont généralement déclenchés par des incidents liés à l'accès à l'eau. Entre les pastoralistes et les agro-pastoralistes, les sources de conflits comprennent : le vol de bétail, les cultures endommagées, l'occupation agricole des espaces pastoraux et le refus de permettre l'accès aux résidus des cultures ou aux pâturages naturels. Les conflits de plus en plus fréquents sont pour la plupart réglés de manière informelle, soit directement entre les parties concernées ou via la médiation des autorités traditionnelles. Le règlement peut comprendre le paiement d'une amende ou d'une compensation pour le dommage causé. Quand une partie soumet la dispute aux autorités gouvernementales (administration et justice), cela devient plus difficile d'arriver à un règlement durable. Des répondants suspectaient que les décisions administratives tendent à favoriser les pastoralistes (à travers l'influence de riches et puissants propriétaires de bétail) auquel cas les propriétaires de champs refusent de les accepter. D'autres croient que les pastoralistes en général refusent de suivre les directives issues par l'état (p.ex. utiliser des corridors non-autorisés) ou des conseils techniques.

La réduction du commerce réduit aussi les possibilités d'emploi, spécialement pour le travail saisonnier (tel que les transporteurs de bétail et les travailleurs manuels). Dans un contexte de chômage des jeunes déjà élevé, cela peut encourager des migrations plus lointaines et risquées (p. ex. en Lybie ou vers les mines d'or artisanales).

## Les réponses locales face à la fermeture et ses impacts

La société civile a répondu au manque de prairies et aux conflits causés par la concentration des personnes et du bétail. Il n'a pas été possible de mener des entretiens individuels avec les éleveurs pour voir comment personnellement ils avaient géré la situation, mais il a été mentionné que certaines personnes ont continué à traverser la frontière et se sont plus lourdement armées. Plusieurs sources ont mentionné que des hommes jeunes ont choisi de rejoindre les groupes armés. Les organisations de la société civile ont été impliquées dans la résolution d'un petit nombre de conflits locaux portant sur l'accès aux ressources.

Les éleveurs ont demandé que la frontière avec la RCA soit rouverte et, de plus, qu'on les laisse tranquilles pour gérer leurs propres problèmes. « Nous demandons que la frontière soit rouverte et que les corridors pour le bétail soient sécurisés du côté du Tchad aussi bien que de l'Afrique Centrale », déclarait Ahmet Adoum Abdelfati, Secrétaire Général Tchadien de la Confédération du Bétail interviewé par RFI en décembre 2019, « en particulier nous demandons la fin immédiate des interférences des politiciens et des hommes en kaki. Les éleveurs et les agriculteurs sur cet axe se sont toujours pris en compte. Ils ont leurs propres stratégies pour résoudre les problèmes » (RFI, 2019b).

## L'action du gouvernement et sa réponse

Fermer la frontière avec la RCA était une réponse du gouvernement du Tchad face aux risques d'une insécurité croissante. Cela faisait suite à des accusations que le Tchad se mêlait de la crise centrafricaine. Au même moment, le Tchad a retiré ses troupes de la mission MISCA des Nations Unies. Les répondants n'ont pas mentionné d'actions spécifiques du gouvernement pour répondre aux effets subséquents de cette politique sur les pastoralistes et les commerçants transfrontaliers. En 2019, le Tchad a aussi fermé sa frontière avec la Lybie (affectant le commerce des chameaux vers l'Afrique du Nord) et peu après le Nigéria a fermé ses frontières avec le Tchad et d'autres pays voisins.

En décembre 2019, un rendez-vous s'est tenu entre la Commission mixte Tchad-RCA, au cours duquel la RCA a demandé que les frontières soient rouvertes. Un accord a été conclu sur la gestion commune et la protection des zones frontalières. Le Tchad a dit qu'il aurait besoin de voir des progrès sur la situation sécuritaire avant de rouvrir la frontière. Dans une réunion parallèle, le Ministre des Affaires Etrangères centrafricain a rencontré le Président tchadien Idriss Deby, pour discuter la demande d'extradition du chef des rebelles centrafricains, Abdoulaye Miskine, détenu au Tchad depuis plusieurs semaines. Le chef des rebelles a une double nationalité et a commis des actes au Tchad et en RCA, donc la situation demandait une solution acceptable pour les deux gouvernements<sup>29</sup>.

## Les réponses d'autres acteurs y compris les organisations d'aide internationale

Financé par le Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix, la FAO et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont travaillé pour renforcer le dialogue entre le Tchad et la RCA afin d'améliorer la gestion de la transhumance (Reliefweb, 2020). Les actions comprennent la formation des comités de dialogue, la cartographie des corridors de la transhumance et la réhabilitation de l'infrastructure pastorale. Ils ont soutenu les parties

prenantes des deux côtés de la frontière pour qu'elles expriment leurs griefs mais considèrent que toute chance de progrès réel reste bloquée tant que les deux Etats ne rouvriront pas le dialogue institutionnel sur ce sujet. Cela se passait régulièrement par le passé mais a été stoppé pendant plusieurs années, selon le Dr Bakary Cissé, coordinateur du projet sur la transhumance Tchad-RCA (FAO-OMI) (RFI, 2019c).

En 2014, le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) a soutenu une réponse d'urgence pour 18 000 nouveaux réfugiés de RCA, et a créé des profils et donné des papiers au 25 584 Tchadiens sur 60 000 qui sont rentrés de RCA. Environ 6000 abris d'urgence ont été construits pour les Tchadiens qui rentraient et qui n'avaient plus de famille. Les efforts ont continué pour soutenir la population urbaine réfugiée croissante au Tchad, qui s'est agrandie de 450 à 4000, dû aux arrivants de RCA, pour la plupart<sup>30</sup>. Au 31 décembre 2019, le Tchad avait hébergé près de 739 400 de personnes relevant de la compétence du HCR, y compris quelque 442 700 réfugiés (75% du Soudan, 21% de RCA, et 3% du Nigéria). En décembre 2019, on estimait qu'environ 170 300 personnes étaient PDI au Tchad.

Les projets régionaux ont continué de promouvoir le pastoralisme au Sahel. Par exemple, le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel pour la République du Tchad (PRAPS-TD) est financé par la Banque Mondiale et coordonné au niveau régional par le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS). Il y a aussi un soutien continu pour l'intégration du commerce régional. Par exemple, en 2019, la Stratégie de la BAD pour l'intégration régionale en Afrique centrale (2019-2025) a été lancée, basée sur deux axes principaux : «le premier renforce les infrastructures régionales (accent sur les réseaux d'électricité, les transports et les TIC), tandis que le second apporte un soutien aux réformes du développement du commerce inter-régional et des investissements transfrontaliers»<sup>31</sup>.

## Enseignements clé tirés de ce cas

Il a été demandé aux répondants de partager les leçons qu'ils ont tiré du fait de la fermeture des frontières et des autres restrictions de mouvement, et de suggérer des actions pour répondre aux effets que cela a eu sur les moyens d'existence des pastoralistes et agro-pastoralistes.

- Au Tchad, le pastoralisme et la transhumance sont des réalités socioéconomiques, culturelles et écologiques ; le changement climatique et les crises politiques ont eu des impacts sévères sur le secteur. Il est essentiel de sécuriser les systèmes de production du bétail et de renforcer leur résilience aux chocs à cause du rôle important qu'ils jouent dans l'économie du Tchad, et en sécurisant les moyens d'existence d'une grande partie de sa population.
- Le progrès dans la sécurisation des systèmes pastoraux au Tchad est très fragile. La législation est obsolète et a besoin d'être adaptée au climat actuel et aux agendas sécuritaires. Il faudra une forte mobilisation des acteurs pour saisir les opportunités politiques offertes par l'intégration régionale, soutenue par les Nations Unies.
- Pour les propriétaires de bétail, les éleveurs et les commerçants, il est essentiel de restaurer la mobilité interne et transfrontalière – pour soulager la pression sur les ressources pastorales, réduire les conflits et améliorer les moyens d'existence. La sécurité dans les zones frontalières demande une attention particulière.

- Les conflits sur l'accès aux ressources pastorales sont mieux gérés par les chefs traditionnels et les mécanismes locaux. Les organisations de la société civile peuvent soutenir ce processus, par exemple en formant des médiateurs locaux et en faisant des campagnes de communication en faveur d'une coexistence pacifique, mais elles aussi doivent être formées et avoir des ressources pour faire cela de manière efficace.
- La prévention des conflits est le point d'entrée, à travers la sécurisation de l'accès aux ressources pastorales. En particulier, le nombre et la qualité des points d'eau doivent être améliorés dans les zones où les pastoralistes campent et font paître leurs troupeaux.
- Des améliorations dans les services de base pour le bétail et les populations (telles que des systèmes de services de conseils ruraux, des services de santé pour les hommes et les bêtes) doivent accompagner les investissements dans les infrastructures pastorales.
- Pour les organisations de la société civile, le soutien du développement économique devrait se focaliser sur l'aide à tous les types de producteurs (cultures/bétail ; transhumant/sédentaire) pour développer de petits agro-commerces (p. ex. des services agro-vet ; d'engraissement du bétail, de production laitière, de transformation des récoltes) et pour développer des systèmes de marché associés. Une organisation considère établir un fonds pour les initiatives communautaires, adapté aux besoins des producteurs ruraux et particulièrement ciblé sur les jeunes, pour aider à répondre aux problèmes d'émigration des jeunes vers les mines d'or artisanales et les pays voisins.
- La politique économique du gouvernement est aussi centrée sur le secteur privé, et les initiatives en cours et planifiées comprennent : un soutien pour améliorer la productivité et la compétitivité pour les chaînes d'approvisionnement de viande et de lait (y compris les abattoirs industriels et également le soutien pour le développement commercial des petites et moyennes entreprises), la production de médicaments vétérinaires et l'alimentation animale, les centres de quarantaine pour livrer des animaux sains et d'un bon poids aux abattoirs industriels et construire une infrastructure de marché (stockage réfrigéré et transport).
- Il y a des expériences et des bonnes pratiques dans les zones arides qui peuvent être partagées et renforcées. Celles-ci comprennent les réseaux d'organisations de producteurs à travers le Sahel, la Plateforme pastorale au Tchad, le Comité interministériel de la transhumance au Cameroun, des réunions entre bailleurs de fonds et le secteur du bétail, des stratégies de développement pour le bétail au niveau national et régional, les programmes d'enseignement supérieur (par exemple, le master en pastoralisme), des systèmes d'information régionaux et nationaux (p. ex. SIPSA (CIRAD, 2014), REPIMAT (PRAPS, 2020)) et des accords sociaux et conventions locales.

Nous suggérons trois considérations clé pour les décideurs politiques.

1. Le domaine fondamental du débat politique au Tchad porte sur la transhumance transfrontalière et le commerce du bétail. Le gouvernement préfère passer à une situation où seule la viande et les produits de la viande sont exportés. Pour les pastoralistes et les commerçants du bétail, ceci est impossible pour toute une série de raisons socioéconomiques, culturelles et écologiques, et il est impératif de protéger et restaurer la mobilité du bétail, en dépit des risques que cela comporte.

2. La priorité du gouvernement Tchadien est de diversifier et développer l'économie à travers le secteur agricole (cultures et bétail), ce qui fournit une opportunité. La recherche dans les résultats actuels ou futurs des différentes stratégies et politiques peuvent informer et guider les décisions clé. Vaut-il mieux investir dans des dispositifs de transformation de la viande proche des zones de production ou proche des marchés ? Quelle est l'efficacité des contrôles aux frontières en tant que politique améliorant la sécurité ? Quelle est la meilleure manière de protéger les moyens d'existence du secteur agricole lorsque la mobilité et les systèmes de marchés sont perturbés, pour quelque raison que ce soit ?
3. Pour que les résultats de la recherche soient utilisés, il est essentiel de développer la capacité et la volonté de toutes les parties prenantes pour s'engager dans un débat sur les politiques publiques. Des espaces (plateformes) pour apprendre et discuter sont nécessaires à tous les niveaux : au niveau régional, pour faciliter un dialogue inter-état, jusqu'au niveau local, pour permettre aux communautés d'identifier des solutions consensuelles pour les problèmes de gouvernance des ressources et de gestion des conflits.

# ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA PERTURBATION DE LA COMMERCIALISATION DU BÉTAIL AU SOUDAN DEPUIS 2000

## Contexte

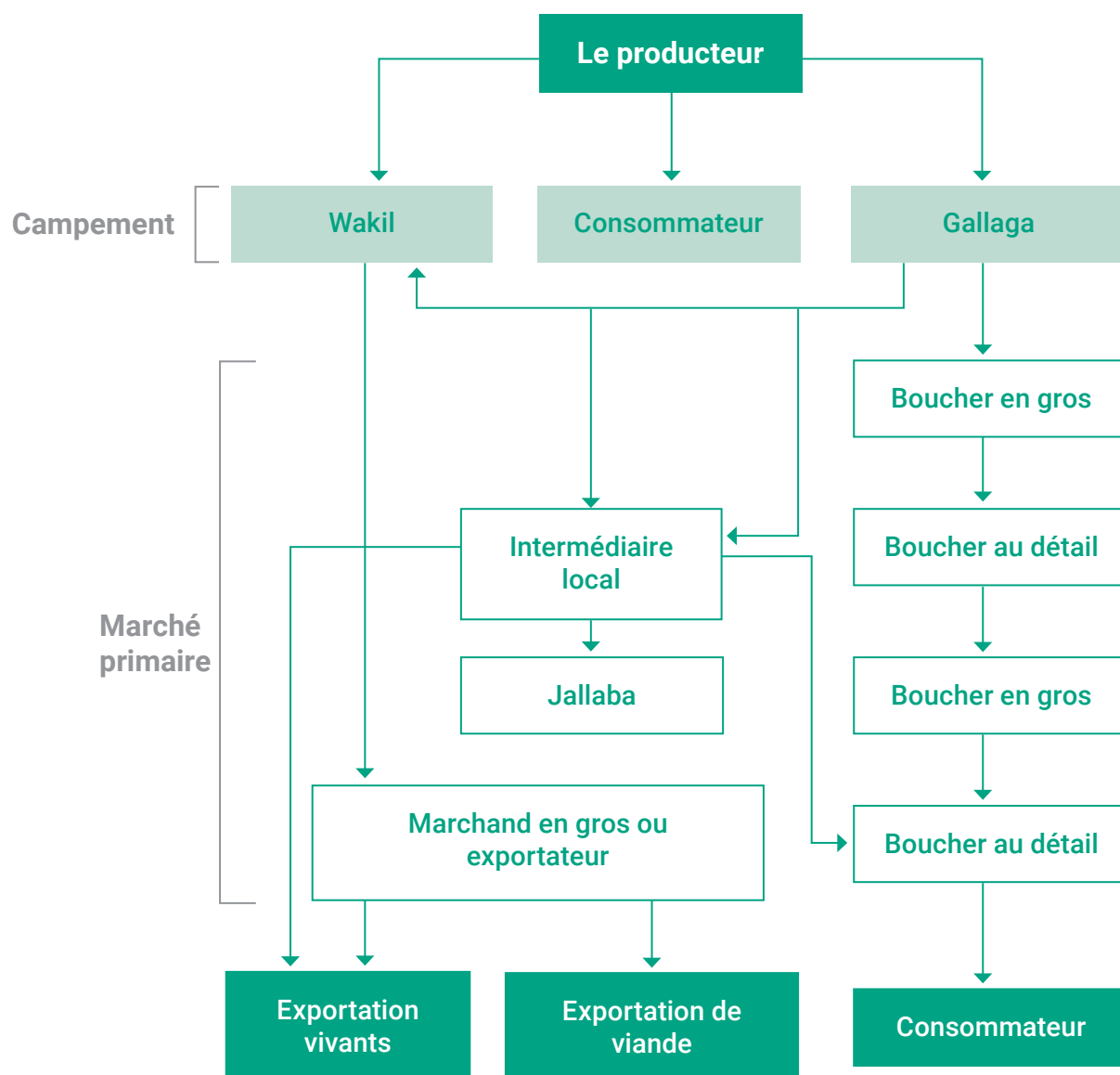
Le bétail est élevé à travers la majorité du territoire du Soudan et représente la majeure partie de la production agricole en termes de valeur. Les estimations en chiffres sont, au mieux, des suppositions informées : depuis 1974, aucun recensement n'a été entrepris. Les données de FAOSTAT pour 2016/2018 sont : 4,8 millions de chameaux, 31 millions de bovins, 32 millions de caprins, 41 millions d'ovins et 7,6 millions d'ânes. Pour un pays d'une population totale de 42 millions en 2018, et une population rurale de 27 millions, ces nombres de bétail sont grands et probablement encore plus grands que ces estimations.

Le Soudan exporte une partie importante de bétail, avec 80% ou plus à destination de l'Arabie Saoudite, et rapportant autour de 400 millions de dollars par an. L'Arabie Saoudite représente 14% des exportations du Soudan, presque tout étant du bétail. Les exportations ont été multipliées par cinq entre le début des années 2000 et 2010, bien que le prix par animal soit resté relativement stable – autour de 100 dollars par mouton. D'autres animaux ont également été exportés et ces dernières années, il y a eu une augmentation de chameaux en particulier, dont beaucoup sont transportés en Egypte par trekking ou par camion. De la viande de mouton est aussi exportée. Dans les années 2010, la valeur enregistrée de la viande de mouton était d'environ 30 millions de dollars, alors que la valeur des moutons vivants exportés était plus de 200 millions.

Le commerce d'exportation d'ovins est devenu encore plus grand et plus profitable. Des informations pertinentes sur sa valeur peuvent être vues dans les prix rapportés comme normaux ces dernières années : un éleveur vendant dix grands moutons aujourd'hui pourrait s'attendre à être payé 2500 dollars ou plus. Les chaînes d'approvisionnement du bétail sont bien documentées dans Babiker (2007) et résumées dans la Figure 3.

Des études suggèrent que la chaîne est efficace et relativement efficiente – dans le sens que personne dans la chaîne ne semble faire plus de profits que les profits commerciaux normaux. La plupart des transactions dans la chaîne dépendent de la confiance dans les relations personnelles dans toutes les étapes des agents locaux qui achètent des éleveurs jusqu'aux agents du port de Suakin. La commercialisation du bétail s'est améliorée dans le temps, quoique par des changements progressifs plutôt que par des étapes radicales. Par exemple, les routes ont été asphaltées, et des dispositifs de quarantaine et de vaccination ont été créés. Des informations pertinentes suggèrent que de plus en plus, certains des animaux maigres achetés à des éleveurs sont ensuite nourris dans les pâturages et avec des aliments pour animaux pour les engraisser avant leur abattage ou leur exportation vivants.

FIGURE 3 : LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT EN BÉTAIL





Marchands de chameaux, Ethiopie. Photo : USAID/Kelly Lynch

## Les perturbations du commerce dues à l'épidémie de fièvre de la vallée du Rift de 2007

La fièvre de la vallée du Rift (FVR) est une maladie virale identifiée pour la première fois en 1931. Le virus est transmis par les moustiques et infecte le bétail. Pour le bétail, l'effet principal est de provoquer des avortements d'animaux en gestation. La FVR est une maladie à déclaration obligatoire pour l'Office international des épizooties (OIE). Elle peut aussi se répandre chez les êtres humains, en se manifestant par des symptômes similaires à la grippe, avec un taux de mortalité aussi élevé que 20%. Les cas humains tendent à apparaître avant qu'il devienne apparent que le bétail local est déjà infecté. C'est endémique à l'Afrique de l'Est, d'où elle s'est répandue jusque dans la Corne de l'Afrique et en Arabie. Les épidémies entraînent très souvent une interdiction des importations d'animaux vivants du pays affecté.

En septembre 2007, des cas humains de FVR ont été vus au centre du Soudan. Quelques semaines plus tard, la FVR était détectée chez le bétail de l'état du Nil blanc. En octobre 2007, le ministère du bétail avait informé l'OIE de cette épidémie. Afin de la contrôler, le gouvernement a restreint les mouvements du bétail, surveillé le bétail dans les états les plus affectés, vacciné le stock dans certaines parties du Nil supérieur et du Nil blanc, pulvérisé des insecticides contre les moustiques, et posé des restrictions et des contrôles dans les abattoirs. Au début 2008, l'épidémie était sous contrôle. Presque 700 cas humains étaient identifiés et presque un tiers de ceux-ci, 222, ont été fatals. Les pertes de bétail n'ont pas été enregistrées bien que l'on pense que beaucoup d'ovins et de caprins sont morts ou ont souffert d'avortement. Une interdiction de l'importation du bétail au Soudan a été introduite en novembre 2007 par l'Arabie Saoudite et a seulement été levée en août 2008. Plus de détails sur l'épidémie sont disponibles dans Hassan et al. (2014). Le gouvernement soudanais, de concert avec l'OIE, a également pris des mesures pour contrôler les incidences de l'épidémie. Elles comprenaient des restrictions de mouvement, des contrôle des abattoirs et la surveillance et vaccination des troupeaux.

Il y a eu un impact important de l'épidémie et des interdictions subséquentes des importations du Soudan vers l'Arabie Saoudite pour le commerce du bétail, et en conséquence sur les moyens d'existence qui en dépendent. Puisque la plupart des animaux venaient des zones rurales du Soudan, on s'attendrait à ce que l'interdiction ait un impact plus sévère sur les foyers ruraux. Des entretiens menés en août 2020 avec huit commerçants et huit éleveurs ont corroboré cette attente. Beaucoup ont vu l'interdiction comme la plus grande perturbation de toute leur vie à laquelle ils ont dû faire face (en comparaison de l'interdiction due à la FVR en 2007/2008 et les restrictions actuelles dues à la Covid-19/Hajj) en grande partie parce que l'interdiction d'importer des animaux vivants par l'Arabie Saoudite a duré tellement longtemps – presque un an. Un informant a rapporté que l'abattage pour des ventes locales était aussi suspendu mais ceci n'a pas été confirmé.

Des commerçants ont perdu leur capital, spécialement ceux qui ont eu des expéditions d'ovins retournés, et certains ont complètement abandonné leurs activités (YO, OM, communication personnelle, 2020). Ils se sont retournés vers l'élevage de bétail, l'agriculture ou le commerce d'autres produits (KON, MH, communication personnelle, 2020). Certains ont pu revenir au commerce, bien que se constituer un capital a pris des années dans certains cas. D'autres ont quitté le secteur et n'ont plus jamais été vus (MH, AH, communication personnelle, 2020), avec certains émigrant en Arabie Saoudite et d'autres pays du golfe à la recherche de travail (EA, communication personnelle, 2020). Des intermédiaires qui ne pouvaient pas payer les fournisseurs ont été envoyés en prison (AH, communication personnelle, 2020).

Ainsi que deux commerçants l'ont rappelé :

---

**L'interdiction de 2007 était catastrophique pour nous car elle a duré tellement longtemps. A cause de la longueur de l'interdiction j'ai perdu une grande partie de mon capital et après un certain temps j'ai utilisé le reste de mon capital pour faire du commerce de cultures. D'autres ont perdu tout leur capital et, confrontés à des demandes d'argent de la part de commerçants locaux ou de producteurs, beaucoup d'entre eux ont disparu.** (MA, communication personnelle, 2020)

---

---

**Ce fut la période la plus difficile que nous ayons jamais eu dans notre travail. J'étais l'un des commerçants le plus affecté négativement au Darfour Est. J'ai perdu mon capital car mon expédition de 2000 ovins a été renvoyée au Soudan par l'Arabie Saoudite. Mon plan était de payer 50% au fournisseur après l'exportation des ovins. Donc, après avoir payé toutes les dépenses, j'ai perdu tout mon capital et j'ai abandonné mes activités. J'ai quitté le marché pendant sept ans... et suis resté sans emploi pendant un certain temps. J'étais chez moi sans travail, et je réfléchissais et planifiais ce que j'allais faire après. Avec le soutien de mes collègues et mon réseau social, je suis retourné au travail comme agent dans une grande entreprise... Après environ sept ans, je suis retourné graduellement au marché en tant que petit négociant et maintenant je suis à nouveau dans la même situation où j'étais auparavant, l'un des principaux commerçants d'Eddein.** (SM, communication personnelle, 2020)

---

Pour les éleveurs, l'impact principal a été la chute des prix du bétail (d'environ 50%), ce qui a obligé les éleveurs à vendre en dépit de cela, afin de nourrir leurs familles. En termes réels, entre le début 2007 et la fin 2008, le prix des ovins au marché d'Omdurman par exemple, est tombé de 29% (Bushara and Abdelmahmod, 2016). A cette époque, la plupart des éleveurs dépendaient uniquement du bétail pour leurs moyens d'existence, mais depuis beaucoup se sont diversifiés pour répartir les risques du marché volatile et désormais ils cultivent également des terres (EM, OM, SA, communication personnelle, 2020)<sup>32</sup>. Certains qui étaient transhumants à l'époque sont devenus sédentaires (MS, communication personnelle, 2020).

Cependant, d'autres éleveurs ont été moins affectés : notamment, ceux qui ne faisaient pas de commerce vers l'Arabie Saoudite à l'époque et utilisaient leur bétail pour la consommation domestique et/ou la vente plus locale. Ils ont dit qu'ils ont eu peu d'impact de l'interdiction, y compris pas de conflit ou tensions résultant de la situation. (EM, OM communication personnelle, 2020).

---

**Nous avons entendu parler [de la FVR] par les informations. Nos animaux n'ont pas été affectés. Peut-être dans d'autres régions du pays. Je me souviens qu'il y avait des restrictions d'abattage dans les abattoirs. Mais les gens ont continué à consommer de la viande. Il y a eu une grosse réduction des prix. Cela a pris environ un an pour que l'interdiction soit levée. Je me souviens que les prix du mouton étaient réduits de 60%. (ME, communication personnelle, 2020)**

---

En somme, l'interdiction résultant de l'épidémie de 2007 a coûté cher. Pour la plupart de ceux qui travaillaient avec le bétail, il n'y avait pas d'aide suite à la perturbation. Les commerçants ont perdu leur capital et ont fait faillite, du moins temporairement. Les éleveurs ont vu les prix du bétail tomber jusqu'au tiers de leurs prix précédents. Des éleveurs ont rapporté qu'ils pouvaient se réfugier dans un pastoralisme de semi-subsistance ; mais d'autres se sont plaints qu'il n'y avait pas de sources de revenu alternatives à l'époque, et donc ils ont été sévèrement affectés par le quasi effondrement du marché du bétail.

## **La perturbation du commerce due à l'épidémie de fièvre de la vallée du Rift en 2019**

En septembre 2019, la FVR a été détectée parmi des caprins dans l'Etat de la mer Rouge (et rapportée à l'OIE par les autorités vétérinaires au Soudan). En Octobre, des cas humains ont également été reportés. Des cas de maladie tant humains que pour le bétail ont également été vus dans l'Etat de la rivière du Nil. Bien que le nombre de cas soit bas – 74 ont testé positifs dans les laboratoires – à la mi-octobre, le gouvernement d'Arabie Saoudite a interdit les exportations de bétail en provenance du Soudan. L'interdiction a duré jusqu'à la fin janvier 2020. Certains ont pensé que le gouvernement avait agi trop vite pour annoncer la maladie, avec des investigations insuffisantes. (AbH, communication personnelle, 2020).

Certains commerçants ont considéré cette interruption comme étant la pire qu'ils aient connue (OA, SS, MH, AH, communication personnelle, 2020). Non seulement devaient-ils faire face à l'interdiction des exportations, mais ils ont également subi de fortes hausses des prix des intrants, du transport et des services dus à l'inflation et d'autres facteurs. De plus, les protestations récentes contre le régime de Bashir – qui ont démarré fin 2018 et ont conduit à

sa chute avec les turbulences qui ont suivies pendant une période qui a duré jusqu'à au moins fin 2019 – ont perturbé encore plus le commerce. Le gouvernement de transition n'était pas bien placé pour répondre à cette interdiction.

Comme en 2007, les commerçants ont eu peu de moyens de défense contre le blocage du commerce et ont dû subir les conséquences. Certains avaient reçu des dépôts pour les animaux, mais n'ont pas reçu le paiement complet lorsque les ovins ont été retournés d'Arabie Saoudite. Cela signifie que ceux qui se trouvaient plus en bas dans la chaîne de valeur (petits commerçants et producteurs) n'ont pas reçu non plus l'argent qui leur était dû et craignaient d'être arrêtés (AH, communication personnelle, 2020). Les intermédiaires et les agents se sont alors tournés vers la culture ou d'autres formes de commerce, travaillant comme intermédiaires. Certains négociants ont abandonné le commerce, le reprenant lorsque les conditions le permettaient (SS, AO, MA, communication personnelle, 2020). D'autres sont restés à Khartoum ou sont allés en Libye pour chercher du travail (ME, communication personnelle, 2020). Cela leur a fait perdre le statut de commerçants qu'ils avaient reçu.

Comme les commerçants l'ont décrit :

---

**L'interdiction a été annoncée à un moment difficile lorsqu'il y avait une forte hausse des prix, ce qui veut dire que nous investissons beaucoup d'argent dans la nourriture et l'engraissement du bétail. Mon commerce de bovins est essentiellement avec des entreprises qui travaillent dans l'abattage des bœufs à Khartoum et je vends aussi dans des marchés locaux pour les bouchers et les intermédiaires. Durant l'interdiction le travail avec eux s'est arrêté et il n'y avait pas d'autre alternative. J'ai perdu beaucoup d'argent à cause de l'arrêt du commerce et du coût de l'alimentation des bovins. On est... assis... en train d'attendre la levée de l'interdiction.** (EA, communication personnelle, 2020)

---

---

**C'est une année catastrophique pour moi. Mon expédition de bétail est revenue d'Arabie Saoudite. D'autres commerçants ont aussi été affectés et environ huit bateaux ont été renvoyés au Soudan. Quand les bateaux sont rentrés à Suakin, le port n'a pas de dispositif pour accommoder un tel nombre de bêtes et donc une grande proportion d'ovins sont morts.** (SS, communication personnelle, 2020)

---

---

**Juste avant l'interdiction, j'ai acheté 3500 têtes d'ovins et je les ai transportés à Khartoum pour les engraisser et les préparer à l'exportation. Soudainement, j'ai entendu qu'il y avait une interdiction. Normalement, je garde les ovins entre 30 et 45 jours pour les engraisser. Durant l'interdiction, je les ai gardés pendant plus de 60 jours avant de prendre la décision de les vendre à un moindre prix au marché local. J'estime que ma perte était de 40% environ. Ceci a causé un énorme dommage à mes activités. Maintenant je travaille au minimum et j'ai dû licencier 70% de mes travailleurs qualifiés pour réduire les coûts de gestion de mon commerce.** (MH, communication personnelle, 2020)

---

Pour les éleveurs, les perturbations ont résulté dans des ventes de bétail réduites et à des prix plus bas. Ceux qui ont eu des ovins retournés vivants étaient les plus chanceux – ceux dont les ovins n'étaient pas retournés et/ou étaient morts ont dû souffrir de pertes. Les éleveurs ont aussi rapporté qu'ils avaient été touchés par des hausses importantes du prix des intrants, du transport et des services résultant en des prix plus élevés pour que les producteurs apportent leur bétail au et à travers les marchés (comme ci-dessus) (EM, OM, SA, communication personnelle, 2020). Les éleveurs ont répondu en vendant plus de bétail à prix réduit pour nourrir les troupeaux restants (SA, MS, communication personnelle). En effet, dès qu'on a appris que les bateaux étaient retournés d'Arabie Saoudite, les prix ont commencé à chuter jusqu'à 50% à travers le pays (AbH, communication personnelle).

Lorsqu'ils le pouvaient, les éleveurs ont gardé leur bétail et ont trouvé d'autres emplois tels qu'artisan dans une mine d'or (OM, AbH, communication personnelle, 2020) ou en faisant du commerce de produits forestiers non ligneux tels que les gommes et les résines (SA, communication personnelle, 2020).

Les déclarations des éleveurs incluent :

---

**C'est relativement court, environ quatre mois... nous avons des alternatives, essentiellement la culture. L'impact le plus négatif a été sur les commerçants. Les producteurs pratiquant l'agriculture à côté de l'élevage des animaux sont moins affectés car ils ont des alternatives. Certains des commerçants changent aussi de spécialisation et travaillent sur le commerce des récoltes.**

*(EM communication personnelle, 2020)*

---

---

**Durant l'interdiction de 2019, je peux estimer la perte de mes ovins à 20% environ. C'est à cause de l'augmentation radicale du prix de différents intrants dont nous avons besoin et en même temps nous devons vendre nos moutons à bas prix. Le transport d'une tête de mouton des marchés locaux vers Elkhawi est passé de 10 à 100 SDG. Egalement, le transport [des personnes] a augmenté de 150 à 1500 SDG par personne. C'est arrivé à cause du manque d'essence/diésel dans la région... Les médicaments pour animaux ont aussi été multipliés par six. En 2019 et 2020, j'ai dû gérer cela en réduisant le commerce et en étant davantage axé sur l'élevage.** *(MS communication personnelle, 2020)*

---

---

**Ces dernières années il y a une tendance à l'augmentation du nombre d'éleveurs qui commencent à s'engager... dans la culture. Je pense que c'est dû à l'énorme augmentation des coûts associés avec l'élevage d'animaux.** *(ME communication personnelle 2020)*

---

---

Afin de résister à la situation et de survivre, nous devons être souples. Durant les interdictions je faisais de la culture commerciale telle que l'arachide et la gomme arabique entre Elkhowi et Khartoum. *(SA personal communication, 2020)*

---

Certains éleveurs ont rapporté que leur communauté et les filets de sécurité locaux continuaient d'offrir des compensations à ceux qui perdaient leur bétail (AbH, communication personnelle, 2020).

---

Pour les intermédiaires et les éleveurs affectés par les interdictions, ils peuvent obtenir une sorte de soutien de la part de leur réseau ou de leur famille ou leurs proches. Par exemple, dans notre communauté au village d'Elkoma, nous essayons de compenser ceux qui sont affectés négativement par les interdictions en donnant un petit nombre de têtes [de bétail] voire même une tête venant de chaque personne. Les têtes collectées seront données au commerçant ou à l'intermédiaire qui a perdu son troupeau ou son capital. Cette pratique est commune parmi les membres des familles et les proches dans notre région. *(ME, communication personnelle, 2020)*

---



Campement de bétail de Biemruok, à l'extérieur de la ville de Bentiu dans la partie nord du sud Soudan. Photo : UNMISS/Nektarios Markogiannis

Dans certaines communautés, cependant, une telle solidarité sociale s'est perdue, particulièrement lorsqu'il y a des origines ethniques mixtes et/ou de nouveaux migrants dans la communauté, ou plus de commerçants que d'éleveurs (OM, communication personnelle, 2020) ou dans une situation de marché où les gens sont de différentes origines. Le soutien social est peut-être toujours pratiqué de manière limitée parmi des amis proches et des réseaux (MS, communication personnelle, 2020).

En somme, les éleveurs ont dû faire face à des prix plus bas pour leur bétail de 2019, et ceci, combiné avec les informations sur les prix bien plus élevés pour les médicaments, l'essence et le transport, cela veut dire des revenus réduits dans le secteur du bétail. Peu d'éleveurs étaient protégés contre ces effets, bien que certains soient moins affectés qu'ils ne l'étaient en 2007 car ils avaient d'autres sources de revenus, surtout dans l'agriculture.

## Les enseignements

La chaîne de commercialisation du bétail des régions rurales du Soudan vers l'Arabie Saoudite a prouvé sa résilience en dépit des interdictions temporaires des importations au RSA, dues à la FRV. Des tendances clé remarquées comprennent la diversification des moyens d'existence de ceux qui sont impliqués dans la chaîne, y compris les éleveurs qui se tournent vers l'agriculture. Les implications de cette situation pour l'environnement, les tendances en matière d'utilisation des terres et l'accès aux terres et aux ressources des pastoralistes ne sont pas connus et représenteraient un domaine d'investigation intéressant.

- Exporter des ovins du Soudan en Arabie Saoudite est un commerce croissant et précieux. Une chaîne de commercialisation effective a été créée par les commerçants qui recrutent les ovins dans des endroits aussi lointains que Darfour et les emmènent 2000 km plus loin dans les ports de la mer Rouge.
- Cependant, le commerce est vulnérable face à des perturbations importantes. Depuis 2000, au moins trois chocs majeurs se sont fait sentir : les épidémies de fièvre de la vallée du Rift en 2007 et 2019 qui ont conduit l'Arabie Saoudite à interdire l'exportation d'animaux vivants du Soudan, et l'effondrement de 2020 de la demande d'ovins vivants résultant des restrictions du Hajj et de la Umrah.
- Quand de telles perturbations surviennent, les commerçants subissent de lourdes pertes qui les mettent souvent en faillite. Les éleveurs voient les prix de leur stock tomber de 30% ou plus. Ni les commerçants, ni les éleveurs n'ont de protection pour ces effets, autre que leurs propres économies et biens. Dans une mesure limitée, dans des communautés rurales très proches, des familles et amis peuvent offrir du soutien à ceux qui sont affectés le plus durement par de tels chocs.
- Cependant, la chaîne de commercialisation des ovins est résiliente. Une fois la perturbation terminée, le commerce non seulement retourne à ses anciens niveaux, mais il s'accroît dans le temps.

Trois considérations pour les décideurs politiques ressortent.

- 1.** Etant donné à quel point la maladie épizootique peut causer des dégâts, les mesures publiques pour prévenir les épidémies pourraient avoir une valeur élevée en comparaison de leurs coûts. Le gouvernement essaie d'empêcher les épidémies, et les éleveurs et les commerçants comprennent le besoin de mettre en quarantaine et de vacciner les stocks d'animaux entrant dans la chaîne de commercialisation. Il se pourrait, cependant, que des mesures accrues soient utiles.
- 2.** Les éleveurs et les commerçants ont peu de protection quant aux conséquences des perturbations sur la commercialisation et ils subissent des pertes significatives jusqu'au point où les commerçants font faillite. Il pourrait être utile de créer un fonds mutuel ou de souscrire à une assurance formelle qui indemniserait les cotisants en cas de tels chocs. Par exemple, en échange de contributions à un fonds mutuel ou de paiement d'une police d'assurance, des compensations pourraient être déclenchées par les baisses des prix du bétail sur les marchés domestiques terminaux d'Omdurman.
- 3.** Dans le long terme, il pourrait être possible de diversifier les exportations de bétail du Soudan, peut-être par des abattages locaux et le transport par avion de viande frigorifiée vers le Proche Orient. Des initiatives privées pour cela ont été rapportées, mais à petite échelle pour l'instant.

Toutes ces suggestions nécessiteraient une étude complémentaire pour confirmer leur faisabilité.

SECTION 4

# CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS





Voyager dans le paysage aride de l'Éthiopie. Photo : Morgana Wingard/USAID

## CONCLUSIONS

Depuis des années, les animaux vivants sont exportés de la Corne de l'Afrique vers le Moyen Orient à travers des circuits de commerce bien établis. Le boom du pétrole des années 60 et une demande accrue ont entraîné l'augmentation de ce commerce de manière significative depuis les dernières 50 années, pour devenir l'un des plus grands commerce d'exportation d'animaux vivants au monde. Malgré sa taille impressionnante, le commerce d'exportation d'animaux vivants est vulnérable aux chocs – conflits, maladies épizootiques et sécheresse – avec comme résultat que les flux saisonniers d'animaux vivants vers les ports spécifiques somaliens peuvent être grandement réduits. Il n'est pas surprenant que les chocs sévères du marché aient un impact négatif disproportionné sur les agro-pastoralistes plus pauvres et les pastoralistes plus dépendants des ventes saisonnières de bétail. Les intermédiaires plus pauvres, les transporteurs de bétail à pied, les chargeurs, les transporteurs, les fournisseurs d'eau et d'aliments pour animaux et les petits commerçants, les propriétaires de cafés et de magasins de thé, et d'autres travailleurs auxiliaires impliqués dans le secteur du bétail et qui en dépendent pour la majeure partie de leurs moyens d'existence, sont également touchés. En contraste, les commerçants riches travaillant à grande échelle et les exportateurs riches sont typiquement les moins affectés, car ils ont de plus grandes capacités et plus de ressources, et ils sont plus à même de diversifier leurs affaires.

Il y a un large consensus parmi les différents groupes de parties prenantes que nous avons interviewé que l'interdiction de 1998/1999 due à la FVR a représenté le plus gros choc dans l'histoire du marché. De plus, il y avait un consensus général sur le fait que l'interdiction de 1998/1999 avait eu plus d'impact sur les moyens d'existence que l'impact du Hajj restreint de 2020, du moins à l'époque de cette étude. C'est parce que l'interdiction de 1998/1999 avait résulté en la fermeture de tous les marchés – tant domestiques qu'à l'exportation, et pendant une période étendue. Ceci n'était pas le cas pour le Hajj restreint de 2020, car les marchés

domestiques et les marchés d'exportation alternatifs ont continué à fonctionner, quoiqu'avec un volume réduit de manière significative. Autre point important, les prix se sont maintenus à un niveau raisonnable durant la période de vente du Hajj restreint. Des marchés alternatifs qui fonctionnaient, couplés avec une pluviométrie au-dessus de la normale qui ont profité tant aux pastoralistes qu'aux agro-pastoralistes, ont aidé à atténuer l'impact du choc du Hajj restreint sur le marché.

# RECOMMANDATIONS

## Programmation à court terme

- **Ne pas nuire** – avec une longue histoire d'adaptation et de résilience, une pluviométrie au-dessus de la normale, et des marchés alternatifs qui fonctionnent, et le retour anticipé du commerce hors-Hajj avec le RAS, les pastoralistes et les commerçants s'adaptent à la restriction du Hajj 2020. Alors qu'il est possible que les partenaires de développement et de l'humanitaire puissent aider les pastoralistes et les commerçants à s'adapter, il est fortement recommandé de laisser les marchés se rétablir et se développer sans intervention extérieure. Une intervention pourrait faire plus de mal que de bien dans le long terme.
- **L'alerte à La Niña** – compte-tenu de l'alerte récente à La Niña et des conséquences connues sur la variabilité accrue de la pluviométrie et de la sécheresse, il sera important de surveiller les changements à moyen et long terme pour la production des terres de parcours et leur productivité. Des exploitations d'élevage supérieures à la normale – résultant de la perte du marché du Hajj – pourraient entraîner un risque accru de pénurie d'eau pour les prairies du bétail si les conditions des parcours se détériorent et deviennent très sèches. Une telle surveillance peut être réalisée au niveau national en utilisant les images satellites et l'Indice de végétation par différence normalisée (NDVI). Avec le risque grave de La Niña et une sécheresse en début 2021, il serait utile de développer un plan d'action anticipant La Niña avec les pastoralistes et des spécialistes du secteur du bétail qui comprendrait un soutien pour un prélèvement et un déstockage accélérés si des signes/indicateurs de La Niña commencent à apparaître. Une surveillance au niveau local des conditions des parcours et de leur changement peuvent en faire partie.
- **La surveillance des termes des échanges bétail-céréales** – compte-tenu de la même alerte et de la possibilité d'un second Hajj restreint en 2021, si un vaccin efficace contre la Covid-19 n'est pas largement disponible, il sera aussi important de surveiller les prix du bétail et les taux d'échanges céréales-bétail qui sont centraux pour la sécurité alimentaire dans les zones pastorales déficitaires en céréales. De tels prix et échanges servent de système d'indicateur d'alerte précoce effectif pour les crises imminentes de sécheresse et autres. En cas de détérioration significative, les gouvernements et les partenaires internationaux pourraient devoir aider le secteur privé pour accélérer les importations afin de restaurer le pouvoir d'achat des ménages locaux.

- **Surveiller les besoins en fonds de roulement des femmes et des jeunes** – alors que beaucoup de commerçants ont maintenu leur commerce durant cette période, les commerçants de petite taille et les travailleurs auxiliaires – tant les hommes jeunes que les femmes – dans les zones les plus affectées au nord, trouvent difficile de maintenir leur commerce ou de trouver de nouvelles formes d'emploi. Les femmes commerçantes peuvent également avoir des exigences plus grandes pour répondre aux besoins de la famille que leurs homologues masculins. En fonction de la trajectoire de la reprise dans le moyen terme, et de l'accès aux envois de fonds et aux filets de sécurité sociaux, des pratiques de prêts adaptées venant des économies des villages et des prêts d'associations et d'institutions de microfinances pourraient permettre aux jeunes et aux femmes de continuer à participer au marché en tant que commerçants et travailleurs auxiliaires, et par conséquent les soutenir durant le choc du Hajj restreint de 2020.
- **Stimuler l'économie pour augmenter le pouvoir d'achat des populations urbaines** – en plus des exportations internationales, les petites et grandes villes de Somalie qui s'accroissent et à travers la frontière au Kenya et en Ethiopie, se trouvent les plus grands consommateurs des produits du bétail des pastoralistes. Alors que les économies continuent d'être affectées par la Covid-19, et que ces consommateurs urbains perdent leur revenu, il y aura une demande en viande réduite. Des transferts de fonds liquides pourraient augmenter les dépenses dans les zones urbaines et aider à stimuler une demande continue de viande, quoique cela puisse aussi être utilisé pour les céréales, l'eau, l'éducation, la santé ou d'autres besoins.
- **Investir dans des recherches complémentaires pour combler les lacunes identifiées durant cette étude** – cette évaluation rapide a mis en lumière un certain nombre de domaines pour lesquels il serait utile de faire plus de recherche, et plus en profondeur, afin d'assurer une compréhension plus détaillée du contexte, de la dynamique, des défis et des opportunités pour renforcer la résilience des communautés aux chocs et aux stress. Une liste des domaines clé identifiés durant cette étude est fournie ci-dessous. Il y a une opportunité de considérer incorporer et répondre à certains d'entre eux durant l'implémentation de SPARC.

## Programmation à moyen terme

- **Renforcer les systèmes de santé des animaux** – des efforts devraient continuer à renforcer les systèmes de santé des animaux pour que les producteurs de bétail et les commerçants aient accès à des vaccinations régulières et effectives, et à des systèmes de santé pour les animaux. Non seulement des services effectifs de santé pour animaux garderont les animaux sains et assureront des prix plus élevés mais contrôler les maladies telles que la FVR et la fièvre aphteuse réduiront les risques de futures interdictions d'exportation de bétail pouvant réduire le revenu des ménages et résulter en un grand nombre de bêtes dans les grands pâturages. Cependant, il a été montré que la meilleure façon de veiller à la santé animale est d'adopter une approche intégrée One Health<sup>33</sup> qui rassemble la santé des animaux, des êtres humains et de l'environnement (y compris la santé des terres et des ressources naturelles, ainsi que les facteurs externes influençant les facteurs tels que le changement climatique et la pollution de l'air).

- **Renforcer les institutions locales** – les études de cas du Tchad, de la RCA et de la Somalie ont toutes souligné l'importance des institutions coutumières pour gérer les ressources naturelles, l'accès à la terre et son utilisation, avec les conflits au niveau local et les stress/crises. Cependant, dans beaucoup de cas celles-ci ont été affaiblies, quand elles ne se sont pas complètement effondrées. Même lorsque de telles institutions existent, il est clair que de nouvelles pressions émergent, pour lesquelles de nouvelles compétences et ressources sont nécessaires. Il est important d'investir dans la construction d'institutions locales fortes pour augmenter l'opportunité de résoudre les problèmes au niveau local et sans escalade.
- **Le droit foncier, la planification de l'utilisation de la terre et de la gestion des terres de parcours** – la sécurité foncière, une bonne planification de l'utilisation des terres et de plus grands investissements dans la gestion des terres de parcours pour augmenter leur productivité sont tous clé pour un pastoralisme/le secteur du bétail productif et durable. Actuellement, la manière dont l'accès aux terres et aux ressources est négocié au niveau local n'est pas clair, et, s'il y en a, quelles institutions, règles et réglementations existent, dans les différentes parties du pays, y compris le rôle du droit coutumier somalien Xeer. Avec une plus grande sécurité d'occupation, il est probable qu'il y aura plus d'incitation à investir pour améliorer la gestion des terres de parcours, en renforçant en même temps plus généralement la gouvernance et en menant une surveillance locale.

## Programmation à long terme et développement des investissements

- **Développer le secteur du bétail** – nous recommandons de soutenir le gouvernement somalien et les acteurs du secteur du bétail y compris le secteur privé, les universités et les institutions coutumières pour opérationnaliser la Stratégie de Développement du Secteur du Bétail somalien. Les points particuliers auxquels il faut répondre comprennent la gestion des terres de parcours, la santé animale et les services de quarantaine, la capacité des institutions et les lignes de recherche qui peuvent renforcer le secteur du bétail, y compris pendant les sécheresses et les chocs du marché. Ceci pourrait demander une nouvelle approche à travers les secteurs du bétail et du développement, avec le développement du pastoralisme plus fortement au centre. Des leçons importantes sur comment influencer et développer cette approche peuvent être tirées d'autres pays dans la région qui ont vu ce changement ces dernières années.

SECTION 5

**SUJETS ÉMERGEANT  
POUR DE FUTURES  
RECHERCHES**



## **1. Les “ménages” pastoralistes et les dynamiques du bétail**

Nous avons besoin de plus de détails sur les « ménages » des pastoralistes (en reconnaissant que le terme « ménage » puisse avoir une importance limitée dans un contexte pastoral). Il y a peu d'informations disponibles sur leur nature et leurs interactions, y compris les réseaux sociaux, la richesse/le statut du revenu et la possession de bétail (concentration éventuelle des troupeaux), l'accès et l'utilisation (pour le commerce ou leur propre subsistance). Il serait utile de se centrer sur la résilience des ménages ou l'habilité de se débrouiller et de « rebondir » après les chocs et les stress. Dans quelle mesure la diversification des moyens d'existence et l'émigration qui existe (pour différents ménages et différents membres de la famille), dans quelle mesure cela réussit-il à renforcer la résilience ou les moyens d'existence des pastoralistes ? Egalement, quid des moyens d'existence urbains en lien avec le bétail et/ou les moyens d'existence indirectement liés à celui-ci ? Cette analyse situationnelle devrait alors apporter une fondation solide pour considérer les impacts des chocs et des tensions sur différents groupes de ménages et différents membres de la famille, et comment renforcer la résilience au mieux. En particulier, ceci devrait prêter attention aux femmes et aux jeunes.

## **2. Régime foncier et ressources naturelles, gouvernance et accès, utilisation des terres et gestion des terres de parcours**

Actuellement, la manière dont l'accès aux terres et aux ressources est négocié au niveau local n'est pas claire, et s'il existe des institutions, des règles, des régulations dans différentes régions du pays, y compris le rôle du droit coutumier somalien Xeer dans la gouvernance de la terre et des ressources naturelles et leur gestion. Il n'est également pas clair quels changements ont lieu dans l'utilisation des terres. Quel est le statut des terres de parcours et de leurs ressources, y compris les impacts sur les mouvements, la fragmentation des terres de parcours dues aux enclos, et les droits d'accès ? De plus, quel est l'impact du changement climatique, le cas échéant ? Une recherche sur cela apporterait une bonne fondation pour toutes les interventions dans les régions pastorales et en particulier celles qui visent à améliorer les moyens d'existence locaux basés sur le bétail.

## **3. Le statut et le rôle des institutions locales y compris les institutions coutumières**

Des questions se posent sur les conflits et les conflits inter-clans – augmentent-ils ou pas, et sur les défis associés, les problèmes et les opportunités. Par exemple, la légitimité de Xeer est-elle toujours forte/dominante ? Y-a-t-il des différences sur comment différents clans interagissent avec le commerce du bétail – y en a-t-il un qui domine ? Les relations sont-elles bonnes ou mauvaises, et quelles sont les problèmes clé ?

## **4. Le commerce du bétail**

Plusieurs aspects du commerce du bétail nécessitent de plus amples investigations, notamment pour comprendre la viabilité future du secteur du bétail et le rôle de l'exportation du bétail dans ce cadre. Ceux-ci pourraient comprendre ce qui suit.

- Dans l'économie politique du commerce du bétail, quelle est l'importance des corridors de commerce, y compris pour l'économie et pour la paix et la sécurité dans la région, et comment pourrait-on construire sur cela ? Y-a-t-il une relation/interaction avec le commerce illicite, puisque les données rassemblées suggèrent des connexions entre la contrebande et le commerce du bétail avec le Yémen ? Quel est l'impact de l'insécurité sur le commerce du bétail et comment le commerce peut-il fonctionner dans une situation d'insécurité ? Lors des restrictions, des régulations et des interdictions sont mises en place, comment sont-elles implémentées au niveau local et qui profite et qui perd ?
- Comment les bénéfices du commerce du bétail peuvent-ils être étendus à différentes parties prenantes à travers le développement du commerce, la diversification des moyens d'existences et d'autres moyens ? Y-a-t-il un moyen d'identifier ou de catégoriser différents commerçants et exportateurs pour tirer une définition pratique des différents types ? Lesquels, parmi eux, sont les plus résilients et pourquoi ? Quelle est, le cas échéant, la valeur ajoutée aux produits de l'élevage ?
- Quelles sont les incitations à l'exportation du bétail s'il y a un marché domestique fort, et pourquoi les pastoralistes vendent à l'exportation alors que c'est risqué ? Comment le commerce à l'exportation s'inscrit-il dans le système général des moyens d'existence des pastoralistes (et dans ceux des autres acteurs) ? Quelle est l'importance du commerce informel aujourd'hui, et quels défis et opportunités trouve-t-on ici ?
- Quels sont les changements à plus long terme qui ont eu lieu à cause des interdictions passées ou des changements dans le commerce du bétail ? Est-ce les mêmes personnes qui vendent et qui commercent, et avons-nous vu plus de diversification dans les moyens d'existence associés, par exemple ? Peut-on anticiper vers quoi le commerce du bétail se dirige – s'étendant dans quelle direction ? Quelle sera l'importance de ces marchés dans les dix prochaines années ? Quelles interventions peuvent être développées pour anticiper quelque changement probable ou suggéré ? Cela a-t-il un sens de continuer à construire des marchés d'exportation et/ou faut-il se concentrer sur l'amélioration des infrastructures et fournir les marchés domestiques, spécialement lorsque les prix semblent être plus élevés pour des animaux de moindre qualité ? Quelle vision pour le commerce du bétail/de la viande pour promouvoir la réduction de la pauvreté et par conséquent améliorer la résilience, particulièrement durant les périodes de chocs et les événements défavorables ? Quelles sont les manières d'assurer la fiabilité de l'offre tout en adoptant aussi des technologies pour l'élevage d'animaux pour l'exportation et que cependant cela profite aux pastoralistes et/ou aux régions pastorales ? Quels sont les paramètres pour intervenir dans le commerce du bétail et les marchés – quand est-il approprié de le faire, et de ne pas le faire ?
- Nous avons besoin de plus d'information détaillée sur le bétail, collectée de manière régulière pour évaluer les changements dans le temps, y compris sur les prix, les marchés et les routes. Comment les plateformes digitales peuvent-elles être utilisées pour collecter, surveiller et partager de telles données à travers les différents acteurs et parties prenantes ?
- Quel rôle pourrait jouer l'assurance en amortissant les impacts des chocs subis par le commerce du bétail ? Cela pourrait-il être similaire au rôle de l'assurance en période de sécheresse par le biais de l'assurance du bétail basée sur un indice ?

# RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUE

- Amnesty International, 2014. Statement of 14 May ([www.aa.com.tr/fr/politique/amnesty-demande-au-tchad-de-rouvrir-sa-frontiere-avec-la-rca/159576](http://www.aa.com.tr/fr/politique/amnesty-demande-au-tchad-de-rouvrir-sa-frontiere-avec-la-rca/159576)).
- Babaloa D. et Onapajo, H, 2018. Nigeria, a country under siege: issues of conflict and its management. Cambridge Scholars Publishing.
- Babiker, Idris, 2017. "Livestock marketing in Eastern and Central Sudan". Sector Policy Note, Sudan Multi Donor Trust Funds.
- Bushara Mohamed, O.A et Abdelmahmod, M.K.A, 2016. "Efficiency of selected Sudanese sheep markets: a multivariate approach (1995–2011)" Int J. Econ Manag Sci 6: 389 (DOI: 10.4172/2162-6359.1000389).
- Catley, A. et Akllilu, Y., 2013. "Commercialization, growth and destitution" in Pastoralism and development in Africa: dynamic change at the margins UK: IDS.
- CEMAC – Central African Economic and Monetary Community , 2013. « Trade Policy Review Annex 5: Chad" ([www.wto.org/english/tratop\\_e/tpr\\_e/s285-04\\_e.pdf](http://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/s285-04_e.pdf)).
- CIRAD – Centre de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable, 2014. ([www.cirad.fr/en/our-research/research-results/2014/sipsa-an-information-system-for-monitoring-pastoral-dynamics-in-the-sahel](http://www.cirad.fr/en/our-research/research-results/2014/sipsa-an-information-system-for-monitoring-pastoral-dynamics-in-the-sahel)).
- Duteurtre, G et Koussou, M.O, 2020. Les politiques d'intégration régionale face aux réalités de terrain: le cas des exportations tchadiennes du bétail, Colloque CEFOD, N'Djamena, 10pp ([www.hubrural.org/IMG/pdf/integration\\_regionale\\_et\\_commerce\\_de\\_betail\\_afrique\\_centrale.pdf](http://www.hubrural.org/IMG/pdf/integration_regionale_et_commerce_de_betail_afrique_centrale.pdf)).
- ECA – Economic Commission for Africa, 2017. "New fringe pastoralism: conflict and insecurity and development in the Horn of Africa and the Sahel". Addis Ababa, Ethiopia ([www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/new\\_fringe\\_pastoralism\\_eng1.pdf](http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/new_fringe_pastoralism_eng1.pdf)). Addis-Abeba, Éthiopie. ([https://www.uneca.org/archive/sites/default/files/PublicationFiles/new\\_fringe\\_pastoralism\\_fr.pdf](https://www.uneca.org/archive/sites/default/files/PublicationFiles/new_fringe_pastoralism_fr.pdf)).
- Eid, A. 2016. Jostling for trade: the politics of livestock marketing on the Ethiopia–Somaliland border. Future Agricultures. Working paper 075 ([https://assets.publishing.service.gov.uk/media/57a089c6ed915d3cfd00040e/FAC\\_Working\\_Paper\\_075.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/media/57a089c6ed915d3cfd00040e/FAC_Working_Paper_075.pdf)).
- Essays UK, 2018. "Land based conflicts in Somaliland politics essay". Novembre ([www.ukessays.com/essays/politics/land-based-conflicts-in-somaliland-politics-essay.php?vref=1](http://www.ukessays.com/essays/politics/land-based-conflicts-in-somaliland-politics-essay.php?vref=1))
- Euronews, 2019. ([www.euronews.com/2019/09/19/global-gateway-somaliland-upgrades-its-window-to-the-world](http://www.euronews.com/2019/09/19/global-gateway-somaliland-upgrades-its-window-to-the-world))).
- FAO – Food and Agriculture Organisation of the United Nations, 2012. Country framework document 2012–2016 ([www.fao.org/3/a-bp640f.pdf](http://www.fao.org/3/a-bp640f.pdf)).
- FAO, 2013. "Somalia Livestock", Fact Sheet.
- Faruk, O. et Bearak, M, 2020. With drastically smaller Hajj, Somalia's livestock industry goes from "boom to doom", The Washington Post ([www.washingtonpost.com/world/africa/hajj-somalia-livestock-exports/2020/07/28/10c984e6-d03a-11ea-826b-cc394d824e35\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/world/africa/hajj-somalia-livestock-exports/2020/07/28/10c984e6-d03a-11ea-826b-cc394d824e35_story.html)).
- Fava, F., Jensen, N., Banerjee, R., Kahiyu, N., Kkhalai, D., Abay, K. ... and Bareisaite, A. (à venir) "Feasibility of drought index-insurance for livestock in Somalia", rapport préparé par la Banque Mondiale.
- FEWS NET, 2010. "Cross-border livestock trade assessment report: impacts of lifting the livestock import ban on food security in Somalia, Ethiopia, and the Djibouti borderland ". Avec le soutien de l'Agence américaine pour le développement international ([https://fewsn.net/sites/default/files/documents/reports/east\\_Cross%20border\\_2010\\_10\\_final.pdf](https://fewsn.net/sites/default/files/documents/reports/east_Cross%20border_2010_10_final.pdf)).
- FEWS NET – Famine Early Warning Systems Network, 2020. (<https://fewsn.net/east-africa/somalia/key-message-update/september-2020>).
- FGS – Federal Government of Somalia, 2017. National Development Plan 2017–2019.

- FSG, 2020. Somalia National Development Plan – 2020–2024: the path to a just, stable and prosperous Somalia. Mogadishu (<http://mop.gov.so/wp-content/uploads/2019/12/NDP-9-2020-2024.pdf>).
- Floodlist (2019) 'Somalia – government appeals for aid as 500,000 affected by floods' Floodlist News in Africa News (<http://floodlist.com/africa/somalia-floods-november-2019>).
- Floodlist, 2019. "Somalia – government appeals for aid as 500,000 affected by floods" Floodlist News in Africa News (<http://floodlist.com/africa/somalia-floods-november-2019>).
- GITOC – Global Initiative against Transformational Organized Crime, 2020. "Civil society observatory of illicit economies in Eastern and Southern Africa" Risk Bulletin 11.
- Hassan, O., Ahlm, C. et Evander, M., 2014. "A need for One Health approach – lessons learned from outbreaks of Rift Valley fever in Saudi Arabia and Sudan" *Infection Ecology and Epidemiology* Vol.4(1).
- ICPALD – IGAD Centre for Pastoral Areas and Livestock Development, 2012. Regional Integration Support Project (RISP II) Continuation. "Identification and mapping of key-border livestock routes and markets, services and priority transboundary animal diseases including zoonotics for regional and international trade" (<https://icpald.org/wp-content/uploads/2016/01/Cross-border-livestock-routes-and-markets-TADs-and-zoonoses-study-7.pdf>).
- ICPALD, 2015. The contribution of livestock to the Somali economy. Prepared by Robert Too, Rachael Masake, George Oyoko and Diana Onyango. Nairobi, Kenya: VEDAMAN Consultants Limited.
- Jeune Afrique, 2019. ([www.jeuneafrique.com/745977/politique/fermeture-de-la-frontiere-tchad-libye-une-revolution-ne-se-fait-pas-a-des-centaines-de-kilometres-de-ndjamena/](http://www.jeuneafrique.com/745977/politique/fermeture-de-la-frontiere-tchad-libye-une-revolution-ne-se-fait-pas-a-des-centaines-de-kilometres-de-ndjamena/)).
- Khalif, A., 2020. "Why a quiet Hajj is hurting Somalia". Foreign Policy Argument. (<https://foreignpolicy.com/2020/07/29/hajj-restrictions-somalia-livestock-goats-humanitarian-disaster/>).
- L'Heureux, M., 2014. "What is the El Niño–Southern Oscillation (ENSO) in a nutshell?" ([www.climate.gov/news-features/blogs/enso/what-el-niño-southern-oscillation-enso-nutshell](http://www.climate.gov/news-features/blogs/enso/what-el-niño-southern-oscillation-enso-nutshell)).
- Leonard, D., 2007. "The political economy of livestock policy among the Somalis". IGAD Livestock Policy Initiative. Paper 5–8. FAO et IGAD.
- Little, P., 2009. Hidden value on the hoof: cross-border livestock trade in Eastern Africa. Policy Brief 2. Common Market for Eastern and Southern Africa. Comprehensive African Agriculture Development Programme (<https://fic.tufts.edu/pacaps-project/Pastoralism%20&%20Policy/COMESA%20CAADP%20Policy%20Brief%20%20Cross%20Border%20Livestock%20Trade.pdf>).
- Mahmoud, H.A., 2010. Livestock trade in the Kenyan, Somali and Ethiopian borderlands. Livestock Trade in the Horn of Africa. Africa Programme Seminar Report, Chatham House. ([www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Africa/191010summary.pdf](http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Africa/191010summary.pdf)).
- Majid, N., 2020. Livestock trade in the Djibouti, Somali and Ethiopian borderlands. Livestock Trade in the Horn of Africa. Africa Programme Seminar Report, Chatham House ([www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Africa/191010summary.pdf](http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Africa/191010summary.pdf)).
- Musa, A.M., Wasonga, O.V. et Mtimet, N., 2020. "Factors influencing livestock export in Somaliland's terminal markets" Pastoralism: Research, Policy and Practice 10 ([www.ilri.org/publications/factors-influencing-livestock-export-somaliland-s-terminal-markets](http://www.ilri.org/publications/factors-influencing-livestock-export-somaliland-s-terminal-markets)).
- Mugunieri, G., Mtimet, N., Enock, K., Costagli, R. et Gulaid, I., 2016. Saudi Arabia end-market requirements and the implications for Somaliland livestock exports. International Livestock Research Institute Research Report 40 (<https://core.ac.uk/download/pdf/132685427.pdf>)
- OECD – Organisation for Economic Co-operation and Development, 2008. "Élevage et marché régional au Sahel et en Afrique de l'Ouest: Potentialités et défis" ([www.oecd.org/fr/csao/publications/40279092.pdf](http://www.oecd.org/fr/csao/publications/40279092.pdf)).
- OIE – World Organisation for Animal Health, 2007. "Information received on 11/11/2007 from Dr Bashir Taha Mohamed Taha, Undersecretary Federal Ministry of Animal Ressources [sic] and Chief Veterinary Officer, Veterinary Services, Ministry of Animal Ressources [sic], KHARTOUM, Sudan. Rift Valley fever, Sudan" ([www.oie.int/wahis\\_2/public/wahid.php/Reviewreport/Review?page\\_refer=MapFullEventReport&reportid=6461](http://www.oie.int/wahis_2/public/wahid.php/Reviewreport/Review?page_refer=MapFullEventReport&reportid=6461), consulté en septembre 2020).
- OIE, 2018. OIE International standards implementation, a path to more efficient national animal health systems ([www.oie.int/en/for-the-media/press-releases/detail/article/oie-international-standards-implementation-a-path-to-more-efficient-national-animal-health-systems/https://www.oie.int/en/for-the-media/press-releases/2018/](http://www.oie.int/en/for-the-media/press-releases/detail/article/oie-international-standards-implementation-a-path-to-more-efficient-national-animal-health-systems/https://www.oie.int/en/for-the-media/press-releases/2018/)).

- Pavanello, S., 2010. Livestock Marketing in Kenya–Ethiopia border areas. London, UK: Humanitarian Policy Group, Overseas Development Institute ([www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/6054.pdf](http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/6054.pdf)).
- PRAPS – Support Project for Pastoralism in the Sahel, 2020. Bulletin 28 (<http://praps-tchad.net/bulletin.php>).
- Reliefweb, 2020. (<https://reliefweb.int/report/chad/strengthening-social-cohesion-among-communities-central-african-republic-and-chad>).
- RFI – Radio France Internationale, 2014. ([www.rfi.fr/fr/afrique/20140513-le-tchad-ferme-frontiere-rca-raisons-securitaires](http://www.rfi.fr/fr/afrique/20140513-le-tchad-ferme-frontiere-rca-raisons-securitaires)).
- RFI, 2019a. ([www.rfi.fr/fr/afrique/20191208-transhumance-tchad-rca-eleveurs-demandent-reouverture-frontiere](http://www.rfi.fr/fr/afrique/20191208-transhumance-tchad-rca-eleveurs-demandent-reouverture-frontiere)).
- RFI, 2019b. ([www.rfi.fr/fr/afrique/20191208-transhumance-tchad-rca-eleveurs-demandent-reouverture-frontiere](http://www.rfi.fr/fr/afrique/20191208-transhumance-tchad-rca-eleveurs-demandent-reouverture-frontiere)).
- RFI, 2019c. ([www.rfi.fr/fr/afrique/20191208-transhumance-tchad-rca-eleveurs-demandent-reouverture-frontiere](http://www.rfi.fr/fr/afrique/20191208-transhumance-tchad-rca-eleveurs-demandent-reouverture-frontiere)).
- Saleh, O.M., 2019. “Présentation des résultats d’une mission de collecte d’informations sur le pastoralisme et la transhumance, en Centrafrique, Cameroun, Tchad et République Démocratique du Congo, par Ousmane Mahamat Saleh, Consultant International CEEAC/UNOCA”. Présentation à l’Atelier Régional sur le Pastoralisme et la Transhumance en Afrique Centrale, 9–11 Avril 2019, N’Djamena, Tchad.
- SCCIA - Somaliland Chamber of Commerce, Industry and Agriculture, 2015. Annual Report ([www.somalilandchamber.com](http://www.somalilandchamber.com)) cité par Mugunieri et al., 2016.
- Suliman, H. et Young, H., 2019. Transforming pastoralist mobility in West Darfur: understanding continuity and change. Boston: Feinstein International Center, Tufts University.
- Trading Economics, 2020. “Oil, gold and uranium account for over 95 percent of Chad’s exports” (<https://tradingeconomics.com/chad/exports>).
- UNDP – United Nations Development Programme, 2019 ([http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr\\_theme/country-notes/fr/TCD.pdf](http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/fr/TCD.pdf)).
- UNDP and World Bank, 2003. “Somalia: country re-engagement note” (<https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/830051468781503521/somalia-country-re-engagement-note>).
- UNOCHA - United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, 2019. Draft Framework for the Somalia Anticipatory Action Plan.
- UNOCHA, 2020a. Somali Flood Up-date. Reliefweb. <https://reliefweb.int/report/somalia/somalia-floods-update-11-may-2020>.
- UNOCHA, 2020b. Desert Locust Emergency in Somalia. Reliefweb. <https://reliefweb.int/report/somalia/desert-locust-emergency-somalia-update-03-15-april-2020>.
- USAID – United States Agency for International Development, 2020. Food assistance fact sheet – Somalia, 30 April ([www.usaid.gov/somalia/food-assistance](http://www.usaid.gov/somalia/food-assistance)).
- World Bank, 2016. “World Bank makes progress to support remittance flows to Somalia”, 10 June ([www.worldbank.org/en/news/press-release/2016/06/10/world-bank-makes-progress-to-support-remittance-flows-to-somalia](http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2016/06/10/world-bank-makes-progress-to-support-remittance-flows-to-somalia)).
- World Bank, 2019. Water for Agro-Pastoral Productivity and Resilience or the “Biyoole” Project. International Development Association, Project Appraisal Document. Report No: PAD3104. Proposed Pre-Arrears Clearance Grant to the Federal Republic of Somalia. Water Global Practice Africa Region.
- World Bank, 2020. “The World Bank predicts the sharpest decline in remittances in recent history”, 22 April ([www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history](http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history)).
- Young, H. et Ismael, M.A., 2019. “Complexity, continuity and change: livelihood resilience in the Darfur region of Sudan” *Disasters* 43: S318–S344 (DOI:10.1111/disa.12337).
- Yusuf, A., 2020. “Somalia will lose \$500 million this year as its livestock misses out on Hajj to Saudi Arabia”, 29 July, Quartz Alliance (<https://qz.com/africa/1885939/somalias-goats-sheep-wont-be-on-hajj-to-saudi-arabia-on-covid/>).

# NOTES DE FIN DE DOCUMENT

- 1 Pour plus d'information sur "One Health" dans le contexte des parcours pour l'Éthiopie, voir [www.oh4heal.org](http://www.oh4heal.org).
- 2 L'agriculture pluviale peut avoir lieu dans les zones recevant une précipitation annuelle entre 100 mm et 600 mm mais typiquement dans les zones où la collecte des eaux de ruissellement se fait dans les dépressions et le long des rives des cours d'eau saisonniers et donc là où une plus grande humidité dans les sols est disponible.
- 3 Le Centre de prévision climatique a récemment émis une alerte à La Niña pour l'hiver qui arrive et le début du printemps de 2021 ([http://www.cpc.ncep.noaa.gov/products/analysis\\_monitoring/enso\\_advisory/ensodisc.shtml](http://www.cpc.ncep.noaa.gov/products/analysis_monitoring/enso_advisory/ensodisc.shtml)).
- 4 Avant l'effondrement du gouvernement central en 1991, il était estimé que la Somalie avait environ 112 000 ha de terres cultivées qui étaient irriguées et 110 000 ha dans des cultures de décrue (Banque Mondiale, 2019).
- 5 Ceci est un phénomène fréquent à travers les zones arides de la Corne de l'Afrique (Catley and Akililu, 2013).
- 6 En dépit de la sévérité de la sécheresse (FAO, 2013).
- 7 Plus de la moitié de ceux qui sont morts étaient des enfants de moins de cinq ans. Dans la même année, un million de somaliens ont aussi cherché refuge en tant que réfugiés dans les pays voisins (UNOCHA, 2019).
- 8 La Somalie du sud a enregistré des pluies du Deyr trois fois plus élevées que la normale en 2019.
- 9 La fièvre de la vallée du Rift est une zoonose virale qui affecte principalement les animaux mais a aussi la capacité d'affecter les humains. La maladie résulte en des pertes économiques significatives dues à la mort, l'avortement parmi le bétail infecté par la FVR, et des interdictions de commerce international. Faisant partie du genre Phlébovirus, le virus a été identifié pour la première fois dans les années 1930 lors d'une épidémie parmi les moutons d'une ferme de La vallée du Rift au Kenya (OIE, 2018). Les interdictions de marché ont eu lieu en 1997-98, 2000-09 et 2016-18.
- 10 Lorsque les criquets peuvent voyager plus de 100 km par jour et un petit essaim de moins d'1 km<sup>2</sup> comprenant environ 80 millions de criquets peut consommer la même quantité de nourriture que 35 000 personnes en une journée. Des essais plus importants ont été vus au Kenya voisin couvrant plus de 2000 km<sup>2</sup>.
- 11 Le Ministère de l'Élevage, de la Forêt, et des Parcours estime qu'elles sont de 53 millions en 2019.
- 12 La valeur estimée du commerce transfrontalier de bétail dans la Corne et l'Afrique de l'Est en 2009 représentait plus de 60 millions de dollars. Ceci n'inclut pas les exportations vers le Moyen Orient (Little, 2009).
- 13 La vaste majorité sont des hommes plus jeunes car le travail est dur.
- 14 A l'exclusion des transferts de fonds en liquide de la Somalie à la diaspora.
- 15 Les transferts de fonds de 2015 étaient estimés à 1,4 milliards au total en Somalie, ce qui équivaut à 23% du PIB (Banque Mondiale, 2016).
- 16 La dégradation environnementale est aussi exacerbée par le nombre croissant de pastoralistes qui se tournent vers la production et la vente de charbon de bois pour compléter leurs revenus, suite à la perte de points de vente de bétail. Un grand nombre d'arbres acacia ont été coupés pour la production de charbon de bois.
- 17 Le Somaliland n'étant pas reconnu comme un pays, il ne peut pas recevoir d'investissements des institutions internationales.
- 18 Le clan Issa, spécifiquement.
- 19 Anciennement l'Office International des Epizooties (OIE)
- 20 Les maladies listées incluent la fièvre de la vallée du Rift, la fièvre aphteuse (FA), la pleuropneumonie contagieuse (PPCB), la brucellose et la variole ovine et caprine.

- 21 Voir <https://www.msn.com/en-xl/africa/top-stories/restricted-hajj-hits-somalialivestock-economy/ar-BB17r4bA>.
- 22 Les récentes prévisions de l'Administration atmosphérique océanique nationale suggèrent une La Niña modérée pour l'hiver-printemps (2020-2021). Ceci pourrait avoir des implications sur la pluviométrie, comme des épisodes forts de La Niña résultent généralement en une augmentation de la variabilité des pluies et de la sécheresse dans les écosystèmes somaliens (voir [https://www.cpc.ncep.noaa.gov/products/analysis\\_monitoring/lanina/enso\\_evolution-status-fcsts-web.pdf](https://www.cpc.ncep.noaa.gov/products/analysis_monitoring/lanina/enso_evolution-status-fcsts-web.pdf)).
- 23 Ce sont essentiellement des ménages ou des individus qui ont un petit troupeau ou pas du tout – donc le commerce du bétail ne les affecte pas directement. Ils comprennent des vendeurs qui vendent leurs marchandises, comme les produits alimentaires, dans les ports, et les restrictions du Hajj ne semblent pas affecter leur commerce. Cependant, il serait utile d'investiguer ceci dans le futur, y compris les liens entre le commerce d'exportation du bétail et de tels petits commerces.
- 24 Le marché des bovins au Nigéria a un afflux important du Niger, du Mali et du Tchad. Le secteur ajoute 5% du PIB en tant que tel, et est inclus sous "Agriculture", qui contribue elle-même à 35% du PIB au total en 2013 (Babalola et Onapajo, 2018).
- 25 Les membres de la CEMAC sont l'Angola, le Cameroun, la RCA, le Tchad, le Congo, la RDC, la Guinée Equatoriale, le Gabon, le Rouanda, et Sao Tome et Principe.
- 26 Les blocades à main armée sur les routes du commerce sont estimées avoir rapporté aux groupes rebelles 6 millions d'euros par an en Afrique Centrale (<https://ipisresearch.be/2017/12/roadblockrebels-ipis-maps-important-mechanismconflict-funding-central-africa/>).
- 27 Un point clé à noter est qu'il était difficile de séparer les réponses de ceux qui ont été interviewé pour cette étude sur les impacts de la fermeture des frontières entre le Tchad et la RCA en 2014 et les impacts de la Covid-19. Bien que ceci ait été fait le plus possible, des réponses étaient mixtes. En août 2019, par exemple, les autorités nigériennes ont fermé les frontières terrestres et prohibé toute importation et exportation de marchandises par la route du Tchad, du Cameroun, du Bénin et du Niger. Cette situation s'est aggravée en 2020 par l'introduction de restrictions supplémentaires sur les mouvements intérieurs et extérieurs, en réponse à la pandémie de Covid-19.
- 28 Voir juin 2016 <https://reporting.unhcr.org/node/2533?y=2016#year>. Pendant la première partie de 2018, quelques 22 000 réfugiés ont fui la RCA pour le sud du Tchad. Le HCR a dirigé la réponse d'urgence au sud du Tchad (<https://reporting.unhcr.org/node/2533?y=2018#year>).
- 29 Voir : [www.rfi.fr/fr/afrique/20191222-tchad-ouvert-idee-une-reouverture-frontieres-centrafrique](http://www.rfi.fr/fr/afrique/20191222-tchad-ouvert-idee-une-reouverture-frontieres-centrafrique), 2020.
- 30 Voir : <https://reporting.unhcr.org/node/2533?y=2014#year>.
- 31 Voir : [www.aa.com.tr/fr/%C3%A9conomie/la-bad-ent%C3%A9rine-un-plan-strat%C3%A9gique-de-d%C3%A9veloppement-pour-l-afrique-centrale-/1457098](http://www.aa.com.tr/fr/%C3%A9conomie/la-bad-ent%C3%A9rine-un-plan-strat%C3%A9gique-de-d%C3%A9veloppement-pour-l-afrique-centrale-/1457098).
- 32 Une augmentation des cultures a particulièrement été notée au Darfour depuis 2000 (Sulieman et Young, 2019; Young et Ismail, 2019).
- 33 Pour plus d'information sur One Health dans le contexte des terres de parcours en Ethiopie, voir [www.oh4heal.org](http://www.oh4heal.org).



 @SPARC\_Ideas

## sparc-knowledge.org

Première de couverture : Pastoralistes des wordas voisins et de Somalie se rendant à la ville d'Harshim à la recherche d'eau. Zone de Fafan dans la région somalienne @UNICEF Ethiopie/2017/ Michael Tsegaye



Gestionnaire de fonds



Financé par



Ces ressources ont été financées par une aide du gouvernement du Royaume Uni ; cependant, les avis exprimés ne reflètent pas nécessairement la politique officielle du Royaume Uni.